

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 30 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°135 ■

PÉTROLE

**Le brut débute
la semaine
en hausse**

P 4

INTEMPÉRIES

Les victimes indemnisées dès cette semaine

Les fortes pluies, qui ont affecté le Nord du pays, ont mis en branle la solidarité de l'Etat qui a décidé de venir en aide aux sinistrés très rapidement. Dans ce cadre, le chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministère de l'Intérieur, a annoncé que toutes les victimes des récentes intempéries seront indemnisées et prises en charge par l'État.

P 3

RECRUTEMENT DES TITULAIRES
DE MAGISTÈRES
ET DE DOCTORATS

**Lancement
de l'opération
dès juin prochain**

Le ministère de l'Enseignement supérieur a annoncé le lancement du processus de recrutement des titulaires de magistères et de doctorats. Dans un communiqué, le ministère a précisé que les opérations de recrutement seront lancées dès le mois de juin au niveau des établissements universitaires et de recherche scientifiques.

P 2



RÉFORME DU SECTEUR
DES ASSURANCES

**Une nouvelle loi en
préparation**

L'heure de la réforme a sonné. La loi régissant l'activité des assurances sera enfin révisée. Un avant-projet de loi est en phase de finalisation et sera présenté, avant fin 2023, au Parlement avec ses deux chambres pour débat, a annoncé, hier à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

P 5

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE/MONDE
ARABE

**Pour une
coopération
scientifique
commune**

La première Conférence scientifique sur la sécurité alimentaire dans le monde arabe, ouverte dimanche à Constantine, a pour objectif d'asseoir une coopération scientifique commune traitant de cette question stratégique de première importance, a affirmé Samira Chadeur, représentante du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

P 4

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

RÉUNION DES MINISTRES
DE LA ZLECAF

Le ministre du Commerce dès aujourd'hui au Kenya

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, prendra part les 30 et 31 mai au Kenya aux travaux de la réunion des ministres du Commerce de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), a indiqué, lundi, un communiqué du ministère.

La réunion qui se tiendra dans la capitale Nairobi vise à définir les priorités de mise en œuvre de l'accord sur la Zlecaf, dans le cadre du thème retenu pour cette année par de l'Union africaine (UA) "Accélération du processus d'activation de l'accord sur la Zlecaf", ajoute le communiqué.

La réunion sera clôturée par la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des ministres de la Zlecaf.

HYDRAULIQUE

Augmentation du taux de remplissage de 29 barrages dans 17 wilayas

Le taux de remplissage de 29 barrages a augmenté dans 17 wilayas, suite aux dernières précipitations, selon un exposé présenté dimanche lors du Conseil des ministres présidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

"Avant la clôture de la réunion et après l'exposé de monsieur le ministre de l'Hydraulique sur la stratégie du secteur pour l'utilisation des eaux des stations d'épuration, pour l'irrigation agricole et l'industrie, le ministre a présenté devant le Conseil des ministres des données sur l'augmentation du taux de remplissage de 29 barrages dans 17 wilayas, en sus de la hausse du niveau des eaux souterraines dans certaines zones intérieures suite aux dernières précipitations".

"Le Conseil des ministres a approuvé l'exposé du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base pour la réalisation de la ligne ferroviaire minière Annaba-Boucheougouf-Guelma-Tébessa-Djebel El Onk-Bled El Hadba", selon le communiqué du Conseil des ministres.

RECRUTEMENT DES TITULAIRES DE MAGISTÈRES ET DE DOCTORATS

Lancement de l'opération dès juin prochain

Le ministère de l'Enseignement supérieur a annoncé le lancement du processus de recrutement des titulaires de magistères et de doctorats. Dans un communiqué, le ministère a précisé que les opérations de recrutement seront lancées dès le mois de juin au niveau des établissements universitaires et de recherche scientifiques.

Par Slimane T

Les titulaires de magistères et de doctorats seront recrutés dans les grades d'enseignants-chercheurs grade A et enseignants assistants grade B. « Les annonces de recrutement se feront via les sites internet des établissements concernés alors que les candidatures aux postes budgétaires se feront via une plate-forme numérique. Les candidats retenus rejoindront leurs postes dès la rentrée 2023/2024 », détaille la même source.

Par ailleurs, le ministère de l'Enseignement supérieur a annoncé la

mise en place d'un nouveau système pour le recrutement des enseignants contractuels (pour les missions de recherche ou d'enseignement avec un contrat de 03 années renouvelables). Cette nouvelle opération qui sera lancée dès ce mois de juin, se fera via des plates-formes numériques des établissements concernés, assure la même source.

Pour rappel, le plan proposé par le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari pour le recrutement des titulaires de magistères et de doctorats a été validé avant-hier dimanche par le conseil des ministres.

Intervenant lors d'une plénière à

l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, M. Baddari avait fait savoir que le recrutement des titulaires de magistère et de doctorat serait effectué selon plusieurs formules, dont le recrutement sur titre aux postes de maîtres-assistants -catégorie B-, le recrutement aux postes de chercheurs permanents, ou encore sous forme de contrats dans l'enseignement ou la recherche.

« Les démarches nécessaires sont engagées avec les autorités concernées pour mettre en œuvre les propositions de recrutement de cette catégorie, au cours de l'exercice 2023, en vue d'atteindre les résultats souhaités et absorber un

grand nombre de diplômés », a souligné le ministre. Le recrutement des titulaires de magistère et de doctorat dans des postes universitaires a été approuvé lors du Conseil des ministres du 14 mai dernier.

Début du mois courant, Kamel Baddari a annoncé que son ministère avait affecté « 5310 postes budgétaires au recrutement des porteurs des diplômes de doctorat et de magistère dont 2555 postes pour les maîtres-assistants classe +B+, 601 aux chercheurs au niveau des centres de recherche et 556 aux boursiers de retour au

CONSEIL DES MINISTRES

Adoption de la presse électronique accréditée comme mécanisme de publication des marchés publics

Il sera procédé, dans le cadre du projet de loi définissant les règles générales relatives aux marchés publics, à l'adoption de la presse électronique accréditée comme nouveau mécanisme de publication des marchés publics, indique un communiqué du Conseil des ministres. Un exposé sur le projet de loi définissant les règles générales relatives aux marchés publics a été présenté lors de la réunion du Conseil des ministres présidée, dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, durant laquelle il a été décidé d'"adopter la presse électronique accréditée, comme nouveau mécanisme de publication des marchés publics et ne pas se contenter de la presse écrite comme ce fut le cas

par le passé", indique la même source.

Monsieur le président a réaffirmé, à ce propos, "l'importance de la formation dans ce domaine et l'impératif d'élaborer des études précises sur différents projets, suivant des normes scientifiques", lit-on dans le communiqué.

Par ailleurs, dans le secteur de l'Éducation, Le président a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres, hier dimanche, l'ouverture immédiate dans les écoles normales supérieures, au titre de l'année universitaire 2023-2024, de la spécialité Enseignant d'anglais au primaire, en vue de conforter l'enseignement de la langue anglaise à partir de la troisième année.

"En vue de conforter l'enseignement

de la langue anglaise à partir de la troisième année, Monsieur le président a ordonné l'ouverture immédiate, dans les écoles normales supérieures au titre de l'année universitaire 2023-2024, de la spécialité d'Enseignant d'anglais pour le cycle primaire", note le communiqué du Conseil des ministres.

Le président Tebboune a également ordonné le recrutement, "sans délai", des titulaires des diplômes de Magistère et de Doctorat suivant la proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, approuvée lors du précédent Conseil des ministres, selon la même source.

Synthèse R N

DOUANES

Mouvement partiel des cadres supérieurs relevant des services extérieurs

Un mouvement partiel a été opéré dans le corps des cadres supérieurs relevant des services extérieurs des Douanes algériennes, a annoncé dimanche la Direction générale des Douanes (DGD) dans un communiqué.

"Le directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi a opéré dimanche un mouvement partiel ayant inclus des changements et des nominations de cadres supérieurs relevant des

services extérieurs des Douanes algériennes", a précisé le communiqué.

Suite à ce mouvement, il a été procédé à la nomination d'un sous-directeur au centre national de la formation douanière et de 23 chefs d'inspection divisionnaire des Douanes à Tamanrasset, Ilizi, In Amenas, Béchar, Djelfa, Constantine, Biskra, Batna, Tlemcen, Gha-zaouet, Sidi Bel Abbes, Ouargla, Chlef, Tiaret, Oum El

Bouaghi, Oran-extérieur, Oran-Port, Arzew, El Tarf, Alger-systèmes spéciaux, Alger-Ain Taya, Aéroport international Houari Boumediene (voyageur) et Boumerdes.

Il s'agit également de la nomination de 14 sous-directeurs régionaux à Oran, Chlef, Sétif, Béchar, Ouargla, Annaba, Tlemcen, Illizi et Laghouat, et de 12 chefs de services régionaux de contrôle à postériori dans les wilayas d'Alger-Exté-

rieur, Sétif, Annaba, Ouargla, Tébessa, Laghouat, Oran, Blida, Tlemcen, Constantine, Tamanrasset et Chlef.

Ces nouvelles nominations s'inscrivent, selon la même source, dans le cadre du "mouvement périodique des cadres de la Douane algérienne visant à impulser une nouvelle dynamique et à améliorer la performance des services de douanes au niveau national".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

INTEMPÉRIES

Les victimes indemnisés dès cette semaine

Les fortes pluies, qui ont affecté le Nord du pays, ont mis en branle la solidarité de l'Etat, qui a décidé de venir en aide aux sinistrés très rapidement. Dans ce cadre, le chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministère de l'Intérieur, a annoncé que toutes les victimes des récentes intempéries seront indemnisées et prises en charge par l'Etat.

Par Reda Hadi

En effet, les services du ministère de l'Intérieur sont à pied d'œuvre pour l'achèvement des opérations de recensement des dégâts occasionnés par les pluies torrentielles. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'affecter 10 milliards de dinars, soit 1.000 milliards de centimes (plus de 7 millions de dollars), du Fonds des catastrophes naturelles pour l'indemnisation des sinistrés des récentes intempéries.

L'invité de nos confrères a alors assuré, que, conformément aux instructions du président de la République, «toutes les familles qui ont perdu leur logement seront relogées, toutes les maisons touchées seront réhabilitées aux frais de l'Etat, et tous les pêcheurs ayant perdu leurs bateaux de pêche seront indemnisés et bénéficieront d'une allocation de 20 000 à 30 000 DA jusqu'à la remise en service du port».

Ces engagements seront mis en œuvre à partir de cette semaine, selon le représentant du ministère de l'Intérieur, qui affirme, à ce propos, que les commissions sont actuellement mobilisées pour prendre en charge les familles touchées par les intempéries et exécuter les instructions du chef de l'Etat.

Pour rappel, le Chef de l'Etat, a lors de ce conseil des ministres, demandé à ce que l'opération d'indemnisation devrait prendre fin d'ici la fin de semaine, et a ordonné le relogement de tous ceux ayant totalement perdu leurs logements, dans les 48 heures qui suivent la publication du communiqué du Conseil des ministres, outre la remise en état immédiate des routes et des installations endommagées et la mobilisation de bus pour le transport scolaire dans les zones, actuellement, difficile d'ac-



cès pour piétons.

Par ailleurs, le Président Tebboune a instruit le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme à l'effet de transmettre ses condoléances aux familles des victimes des dernières intempéries, a précisé un communiqué des services de la Présidence.

Pour rappel, de fortes pluies ont affecté, depuis mardi dernier, toute la partie nord de l'Algérie. Le cumul des précipitations a provoqué des inondations qui se sont soldées par le décès de deux enfants de 7 et 9 ans ainsi que des dégâts matériels importants, dont l'effondrement des maisons et la dégradation des routes. Les eaux ont également emporté des véhicules des particuliers et d'autres biens.

Des observateurs, soulignent que l'Algérie a entrepris de venir en aide à tous sinistrés de catastrophes naturelles, dans un esprit d'équité de partage des ressources naturelles du pays. Mais précisent qu'en parallèle que les pouvoirs publics sont conscients que l'Etat ne peut prendre

en charge indéfiniment le citoyen, et en cela des lois ont été votées, pour engager le citoyen à assurer sa prise en charge par le biais d'assurances.

Une source au ministère de l'intérieur dit que les catastrophes naturelles constituent un risque pour les pays du monde. Ce risque pourrait s'aggraver du fait du réchauffement planétaire. Ces catastrophes causent de nombreux décès et détruisent des infrastructures, des industries et des habitations. Une partie de la main-d'œuvre et de la capacité de production disparaît.

Or les pertes économiques pourraient être considérablement réduites grâce à des assurances locales (obligatoires) et une réassurance internationale. Les assureurs privés et les organes gouvernementaux doivent coopérer pour atteindre cet objectif. Or bien que la loi et les directives existent, le citoyen reste réticent pour ne pas dire réfractaire à s'assurer. Et c'est en cela que les pouvoirs publics ont pris des mesures pour mieux prendre en charge ce problème

OUVERTURE D'UN FORUM ÉCONOMIQUE ALGÉRO-ITALIEN

Les perspectives de l'industrie automobile en débat

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, a participé hier lundi à Turin (Italie), accompagné du vice-ministre de l'Entreprise et de l'enseignement « Made in Italy », M. Valentino Valentini, à l'ouverture du Forum économique Algéro-Italien sur les perspectives de l'industrie automobile.

Dans son discours à l'ouverture des travaux de cet événement organisé par l'Ambassade d'Algérie en Italie, en coopération avec l'Association Italienne de l'Industrie Automobile « Anvia », le ministre a salué la profondeur de l'amitié qui rapproche les deux pays, notamment dans son aspect politique historique et dans tous les domaines.

Dans ce contexte, il a évoqué les capacités que possède l'Algérie, notamment en matière d'investissement, soulignant la nécessité d'exploiter l'énorme potentiel disponible dans les deux pays en raison de la confiance politique dont elle jouit afin de mener à bien tous les projets d'investissement enregistrés, tout en respectant les délais spécifiés et en les développant selon les exigences de chaque étape.

Ali Aoun a également souligné la profondeur des relations économiques, qu'elles vont se renforcer et se développer davantage entre les deux pays, notamment avec la concrétisation des projets qui ont été approuvés et également avec le développement d'autres domaines.

Dans ce cadre, le ministre a indiqué que son département est chargé de suivre cette relation, notamment, dans la concrétisation des projets enregistrés, notamment l'usine automobile, qui devrait entrer en production à la fin de cette année, et la fourniture de pièces de rechange.

Cette dernière, dira-t-il, est l'une des industries émergentes sur lesquelles on compte dans le processus d'exportation vers le marché africain.

Il a également rassuré, dans ce contexte, qu'il n'y a pas d'obstacles qui peuvent freiner la réalisation du projet, d'autant plus que le Président de la République veille et exhorte à l'incarnation de tous projets approuvés entre les deux pays dans les délais impartis.

A travers cette rencontre, la délégation algérienne vise d'une part, à promouvoir l'image du pays par la présentation des réformes structurelles opérées par le gouvernement pour améliorer le climat des affaires, notamment l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire des investissements, et d'autre part, à saisir la dynamique positive entraînée par le lancement officiel de la commercialisation de la marque «FIAT» en Algérie, le 19 mars dernier, pour inciter les équipementiers italiens à développer leurs activités en Algérie. En effet, l'investissement important du géant italien de l'automobile à Oran, estimé à 200 millions d'euros et dont l'entrée en production est prévue pour décembre prochain, vient conforter les choix politiques du gouvernement algérien pour faire émerger une véritable industrie automobile en Algérie.

SR.

SÉCHERESSE ET INONDATIONS

«Les agriculteurs touchés seront indemnisés»

Les agriculteurs touchés par la sécheresse ou les inondations récentes, enregistrées au cours des dernières 48 heures, bénéficieront d'une indemnisation en cas de perte constatée.

Leur dossier est obligatoirement déposé à la caisse nationale de mutualité agricole et un expert sera dépêché sur les lieux des sinistres pour inspecter les pertes, car ils reçoivent les apports financiers dans un délai de 10 jours au maximum, et le processus ne concerne que les agriculteurs assurés, tandis que les non-assurés bénéficient de subventions directes de l'Etat.

Dans ce contexte, le président et directeur général de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Cherif Benhabiles, a révélé que le fonds assurera une indemnisation à tous les agriculteurs touchés par la baisse ou la détérioration du produit, que ce soit en raison de la sécheresse qui a été annoncée il y a quelques jours par les agriculteurs, notamment la catégorie céréalière et qui a fait face au plus gros volume de pertes ou encore aux pluies récentes enregistrées ces dernières 48 heures, les pertes n'ayant pas été comptabilisées à ce jour.

Le PDG de la CNMA a appelé

les agriculteurs concernés à soumettre leurs dossiers aux intérêts du Fonds, à condition qu'ils soient indemnisés dans un délai allant d'une semaine à dix jours. Ceci s'applique à ceux touchés par la sécheresse et aussi par la pluie, à condition qu'ils aient une assurance contrat, car la démarche comprend le dépôt du dossier puis le déplacement direct de l'expert sur le lieu d'activité de l'agriculteur, afin d'inspecter et d'estimer les pertes, afin que les intérêts du Fonds National d'Entraide Agricole indemnisent par la suite la personne lésée.

Ben Habilis a appelé les agriculteurs à s'assurer, et a confirmé que le caisse nationale de mutualité agricole, avait lancé de vastes campagnes pour convaincre les agriculteurs de la nécessité de s'engager, tout en soulignant que les agriculteurs non assurés bénéficieraient de compensations spéciales, qui sont actuellement étudiées par le ministère de l'agriculture et du développement rural, qui cherche à les aider, pour ne pas avoir déclaré faillite ou s'être abstenu d'activité, et le processus n'inclut que ceux qui sont touchés par la sécheresse.

Pour sa part, le chef de la Chambre nationale d'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, a confirmé que le gouvernement avait précédemment annoncé que tous les agriculteurs touchés par la sécheresse recevraient une indemnisation, pour les protéger de la faillite, soulignant que la Chambre avait précédemment appelé à déclarer la saison sèche et à accompagner les agriculteurs. Et les agriculteurs, en particulier dans la filière des céréales, pour surmonter la crise, à laquelle ils ont répondu.

Agence

COMMERCE EXTÉRIEUR

Note de l'Abef relative à la domiciliation bancaire

L'Association des banques et des établissements financiers (Abef) a émis une nouvelle note relative à la domiciliation bancaire des opérations du commerce extérieur. La correspondance émane du secrétaire général du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations le 25 mai, a été reçue par l'Abef le 28 mai qui l'a transmise aux directeurs généraux des banques et des établissements financiers.

Le document précise qu'«à compter du 22 mai 2023, la durée de validité du document préalable délivré par les services du ministère du Commerce, pour accomplir les procédures de domiciliation bancaire, est fixée à trente (30) jours, à compter de la date de sa signature, et dans le cas de l'expiration de ce délai, le document est considéré nul et sans effet». Selon l'Abef, l'article 3 du document a été modifié comme suit : «Ce document est valable un mois à compter de la date de sa signature. Dans le cas où il n'est pas soumis à la domiciliation bancaire avant l'expiration de ce délai, il est considéré comme nul et non avenue».

Par ailleurs, indique la même source, «cette nouvelle mesure ne s'applique sur les documents préalables, signés avant la date du 22 mai 2023».

PÉTROLE

Le brut débute la semaine en hausse

Les cours du brut pointent en légère hausse en ce début de semaine, les investisseurs accueillant timidement l'accord provisoire trouvé au cours du week-end aux Etats-Unis sur le plafond de la dette. Le baril de brut léger américain avance de 0,5% à 73 dollars sur le Nymex tandis que le baril de Brent (échéance juillet) gagne 0,4% à 77,3\$ à Londres.

Après des semaines de négociations, le président Joe Biden a annoncé dimanche avoir finalisé un accord budgétaire avec le "speaker" de la Chambre des représentants afin de suspendre jusqu'au 1er janvier 2025 le plafond de la dette publique, indiquant qu'un texte était prêt à être soumis au vote du Congrès. Cet accord et la possibilité d'éviter un défaut de paiement de la première économie mondiale ravivent l'appétit des investisseurs pour les actifs plus risqués tels que les matières premières.

"Nous pourrions assister à de nouvelles hausses lorsque les marchés financiers dans leur ensemble commenceront à se redresser après le long week-end du Memorial Day aux États-Unis", affirme à 'Reuters' Vandana Hari, fondatrice du fournisseur d'analyse du marché pétrolier Vanda Insights. Mais les traders sur le marché pétrolier ont désormais les yeux rivés sur la prochaine réunion de l'Opep+ prévue le 4 juin prochain. Alors que plusieurs délégués ont dernièrement déclaré qu'il n'était pas nécessaire d'agir davantage maintenant, car les restrictions déjà en place contribueront à resserrer les marchés mondiaux, le prince saoudien Abdulaziz bin Salman a lancé un nouvel avertissement aux vendeurs à découvert. "Je n'arrête pas de leur dire qu'ils vont 'se faire mal' - cela a déjà été le cas en avril", a déclaré le ministre, lors du Forum économique du Qatar à Doha. "Je leur dirais juste : attention!".

Si de nouvelles coupes ne sont ainsi pas à exclure la semaine prochaine, Alexander Novak, le vice-Premier ministre russe, a lui indiqué que le cartel penche davantage pour un statu quo. "Je ne pense pas qu'il y aura de nouvelles décisions, après celle prise il y a à peine un mois, portant sur la réduction volontaire de la production de pétrole par certains pays en raison de la faiblesse de la reprise économique mondiale", a déclaré le dirigeant à la presse russe. Outre l'indécision autour de l'Opep+, celle concernant la prochaine décision de politique monétaire de la Fed pourrait aussi rapidement peser sur les cours. Il y a désormais beaucoup plus de chances de voir la Réserve fédérale encore augmenter ses taux d'intérêt en juin après les derniers chiffres de l'inflation. "La hausse des taux américains est un vent contraire pour la demande de pétrole brut", souligne Tony Sycamore, analyste chez IG basé à Sydney.

Agence

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE/MONDE ARABE

Pour une coopération scientifique commune

La première Conférence scientifique sur la sécurité alimentaire dans le monde arabe, ouverte dimanche à Constantine, a pour objectif d'asseoir une coopération scientifique commune traitant de cette question stratégique de première importance, a affirmé Samira Chadeur, représentante du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Par R E

Exprimant au cours des travaux de la conférence scientifique, organisée à l'Ecole nationale supérieure de Biotechnologie (ENSB), Mme Chadeur a indiqué que l'évènement qui intervient dans le cadre des résultats et recommandations du 31e Sommet arabe, tenu à Alger les 1er et 2 novembre 2022, constitue un espace scientifique pour la mise en place d'une coopération scientifique impliquant les experts et chercheurs arabes spécialisés dans les différents domaines liés à la sécurité alimentaire dont les ressources en eau, l'agriculture, les changements climatiques, ressources halieutiques et pisciculture et la biotechnologie et technologie alimentaire.

La première conférence scientifique sur la sécurité alimentaire dans le monde arabe a pour but également de "partager les expériences et les bonnes pratiques" au service de la sécurité alimentaire, a ajouté la représentante du ministère de l'Enseignement

supérieur et de la Recherche scientifique, précisant que l'évènement regroupe une soixantaine d'experts venus de 12 pays arabes.

Au cours de la conférence, les experts auront à émettre des propositions quant aux actions à mettre en œuvre pour atteindre les résultats devant permettre de relever le défi de la sécurité alimentaire, a ajouté la même responsable qui a énuméré les menaces entourant ce défi comme les changements climatiques et les problèmes stratégiques que connaît le monde aujourd'hui.

Il est question, a ajouté Mme Chadeur, d'élaborer, grâce au travail collectif et la coordination scientifique et d'innovation, des projets palpables et pratiques au service de la sécurité alimentaire dans la région arabe.

La première Conférence scientifique sur la sécurité alimentaire dans le monde arabe devant se poursuivre jusqu'à lundi a été marquée par la participation outre des experts du monde arabe et représentants d'universités des pays arabes, des représen-

tants de plusieurs départements ministériels comme les Affaires étrangères et la Communauté nationale à l'étranger, de l'Agriculture et du Développement rural, de la Pêche et des Productions halieutiques, de l'Industrie et de la production pharmaceutique, de la Santé, du Commerce et de la Promotion des exportations.

Deux projets communs sur un programme de mobilité pour le renforcement des capacités au travers la mobilité technique et scientifique dans le domaine de la sécurité alimentaire dans le monde arabe et sur la promotion du développement et de la culture du développement durable en rapport avec la sécurité alimentaire dans le monde arabe en milieu scolaire ont été présentés au titre des travaux de la première journée de cette conférence scientifique qui se déroulera sous forme d'ateliers à huis clos traitant de quatre axes, à savoir les ressources en eau conventionnelles et non conventionnelles, l'agriculture, la biotechnologie et la technologie alimentaire et les ressources halieutiques et l'aquaculture.

LUTTE CONTRE LE STRESS HYDRIQUE AFFECTANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE MONDE ARABE

La solution du dessalement de l'eau de mer recommandée

Le dessalement de l'eau de mer figure parmi les solutions efficaces à mettre en œuvre pour lutter contre le stress hydrique caractérisant les pays arabes et qui affecte la sécurité alimentaire dans cette région, a estimé lundi à Constantine le chercheur et expert en eau et environnement, Ahmed Kettab.

S'exprimant au cours des travaux de la conférence scientifique organisée à l'Ecole supérieure de biotechnologie à Constantine sous le thème "La sécurité alimentaire dans le monde arabe", M. Kettab, également expert et membre fondateur du Conseil arabe de l'eau, a indiqué que le problème de l'eau touche les pays arabes, d'où l'importance,

selon lui, de recourir à la solution de dessalement des eaux pour répondre aux besoins exprimés en la matière. Selon des statistiques scientifiques, un habitant a besoin d'un minimum de 1.000m³ d'eau par an, a ajouté M. Kettab, par ailleurs chercheur et enseignant à l'Ecole nationale polytechnique et membre du Conseil d'administration de l'Institut méditerranéen de l'eau.

En Algérie, a ajouté le même expert, 17% de la population était alimentée en 2022 par les eaux dessalées. En 2024, c'est 40% de la population qui sera alimentée par les eaux dessalées, alors qu'en 2030 le taux de la population qui sera approvisionnée par les eaux dessalées sera de l'ordre de

60%.

Selon l'expert, l'Algérie dispose actuellement de 11 stations de dessalement des eaux de mer avec un volume de dessalement de l'ordre de 2,2 millions m³ d'eau dessalée par jour, un chiffre devant atteindre les 6 millions m³/jour d'ici à 2030, au fur et à mesure de l'entrée en service des 14 stations de dessalement prévues.

Saluant la "prouesse" réalisée par l'Algérie en matière de dessalement des eaux de mer, il a préconisé d'aller vers des stratégies "palliatives" comme l'exploitation des eaux souterraines du nord et du sud du pays, opter pour la bonne gestion et le management performant des eaux en plus du renforcement de la régle-

mentation en la matière, la formation et la sensibilisation.

Le même expert qui a fait état d'un déficit flagrant en matière d'utilisation des eaux usées, a plaidé pour une formation actualisée et innovantes en mesure, a-t-il dit, de répondre à cette préoccupation et faire gagner au pays des volumes d'eau qui seront utilisées dans l'irrigation notamment.

De son côté, le docteur Fadel Zoghbi, expert en sécurité alimentaire de la Jordanie, a insisté sur l'impératif de s'orienter vers la technologie, l'unique voie, a-t-il dit, à même de lutter contre la pression exercée sur les ressources naturelle du monde arabe.

AIR ALGÉRIE

Ouverture des plis de l'opération d'acquisition de 10 aéronefs

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a procédé, ce lundi, à l'ouverture des plis suite aux offres relatives à l'opération d'acquisition de 10 aéronefs, dont le délai de réception, avait été prorogé, jusqu'à ce 29 mai.

Air Algérie recevra comme première étape, 04 aéronefs dès la fin de l'année en cours alors que la réception des 06 appareils restants est prévue pour 2024, selon la télévision nationale. Cette consultation inter-

nationale a pour objet l'acquisition de 6 avions gros porteurs (quatre aéronefs A330-200/300 GE et deux A330-900), ainsi que 4 autres avions moyens porteurs de modèle (deux aéronefs B737-800 et deux B737-9 Max). Outre l'acquisition de 10 aéronefs, Air Algérie avait également lancé un marché pour l'acquisition d'une flotte de 15 aéronefs, dont l'attribution provisoire a été accordée aux constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus.

Le marché des moyens porteurs (8 avions) a été attribué à l'américain Boeing, tandis que celui des gros porteurs (7 avions) a été attribué à l'européen Airbus. Dans ce sens, Air Algérie avait signé mercredi passé un contrat avec le constructeur américain Boeing pour l'acquisition de ses huit avions moyens porteurs, dont les premières livraisons devaient avoir lieu en 2027. Le contrat avec Airbus pour l'acquisition des 7 autres avions devrait être

signé « prochainement », selon les responsables d'Air Algérie.

L'acquisition des 15 aéronefs neufs par Air Algérie a été décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait autorisé, lors du Conseil des ministres tenu le 8 mai 2022, la compagnie aérienne Air Algérie à acquérir 15 avions pour l'ouverture de nouvelles lignes, notamment vers des pays africains et asiatiques.

Synthèse R E.

EXPANSIFRÉFORME DU SECTEUR DES ASSURANCES

Une nouvelle loi en préparation

L'heure de la réforme a sonné. La loi régissant l'activité des assurances sera enfin révisée. Un avant-projet de loi est en phase de finalisation et sera présenté, avant fin 2023, au Parlement avec ses deux chambres pour débat, a annoncé, hier à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

Par Sirine R

S'exprimant à l'ouverture des travaux de la 49e Conférence et Assemblée générale de l'Organisation des assurances africaines (OAA), placée cette année sous le thème : « Contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique », M. Benabderrahmane a souligné que le secteur en Algérie « a connu plusieurs réformes qui ont favorisé l'ouverture du marché à de nouvelles sociétés privées et étrangères, le nombre de sociétés étant passé de 6 sociétés publiques en 1995 à 25 sociétés actuellement, à capital, public, privé, étranger ou mixte ». En 2006, a-t-il poursuivi, « le cadre juridique a été renforcé ce qui a favorisé le développement de l'activité d'assurance et par la même du volume du marché de trois fois durant les 15 dernières années, soit plus de 1,1 milliard de dollars en 2022 ». Cependant, et en raison du faible taux de contribution du secteur au PIB, à l'instar des

pays africains où il ne dépasse pas 1%, les pouvoirs publics ont lancé ce chantier de réforme dans le secteur des assurances. L'objectif de cette réforme, dira le Premier ministre, c'est d'accroître l'attractivité du secteur des assurances en Algérie. Ce dernier, et en dépit des potentialités existantes, il n'affiche qu'un taux de pénétration de moins de 1% pour une population de 44 millions d'habitants. En termes de chiffres d'affaires, l'Algérie ne réalise que 1,1 milliards de dollars, soit l'équivalent de 155 milliards de DA en 2022. Avant-hier, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia a déclaré que le secteur a enregistré une croissance de 6% en 2022, « mais nous ne sommes pas satisfaits des résultats obtenus ». Des efforts doivent être consentis par les différents acteurs et secteurs afin d'augmenter la contribution des Assurances dans le PIB national. Avec les réformes qui seront engagées, « Nous

pouvons augmenter le chiffre d'affaires des assurances à 5 milliards voir 7 milliards de dollars à moyen terme », dit-il. En effet, les assureurs réclament la création d'un organe de régulation indépendant, l'ouverture du marché à la concurrence et l'adaptation du cadre réglementaire. La mise en place de nouveaux mécanismes d'assurance spécifiques sont plus que nécessaires notamment pour faire face aux nouveaux risques émergents, à l'instar de la sécheresse, les inondations et autres. Le Premier ministre a recommandé dans ce cadre que de consentir plus d'efforts par les pays africain afin d'améliorer la performance du marché à travers une série de mesures visant l'ouverture des marchés dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), le renforcement de la coopération, et l'échange d'informations liées à la gestion des risques, notamment climatiques. Il s'agit également, dit-il, de « la promotion de l'inclusivité du marché africain de la réassurance, ainsi que l'améliora-

tion de la gouvernance et de l'adaptation des compagnies d'assurance et de réassurance. Ces procédures, poursuit M. Benabderrahmane visent également à moderniser le marché des assurances à travers l'accélération de la cadence de la numérisation, la mise en place de plateformes numériques de souscription et d'indemnisation des victimes, ainsi que des moyens de paiement électroniques, outre la diversification des offres d'assurance dans le cadre de l'inclusion financière, la préparation du secteur pour la prise en charge de nouveaux risques et l'amélioration de la qualité des services fournis aux assurés. Pour sa part, le ministre des Finances, Laâziz Faïd a estimé que l'Organisation Africaine des Assurances, dont l'Algérie assurera la présidence, demeure l'une des plus importantes étapes incarnant l'action africaine commune. Il a souligné la nécessité de faire du secteur des assurances un appui fort pour le développement socioéconomique des pays africains.

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Afrique en quête de financements pour un "avenir vert"

L'Afrique, ce continent richissime en ressources naturelles et humaines, qui représente à peine 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais qui en paie les plus lourdes conséquences, est déterminée à mobiliser les financements nécessaires pour lutter contre les effets du changement climatique, en adoptant des solutions financières innovantes, en y impliquant plus la communauté internationale et le secteur privé, tout en œuvrant pour une meilleure attractivité vis-à-vis des investissements.

Pour y parvenir, une reconsidération de l'échelle et la manière de l'implication du secteur privé, qui ne contribue actuellement qu'à 14% des financements climatiques en Afrique, semble donc une option incontournable, avec pour mot clé : "dériskuer". L'investissement vert pour encourager ce secteur à s'impliquer davantage dans l'action climatique en Afrique, tout en accélérant la mise en œuvre des initiatives encourageant son épanouissement, à l'instar de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Mais la réussite d'une telle démarche nécessite également plus de garanties étatiques au profit des investisseurs privés, en plus d'une refonte des outils et approches des banques multilatérales et des institutions financières de développement.

C'est le résumé de la feuille de route qui s'est dégagée des discussions des gouverneurs des banques centrales et ministres des finances africains, dont le premier argentier de l'Algérie, Laâziz Faïd, réunis en tant que gouverneurs de la Banque Africaine de Développement (BAD) qui a tenu, du 22 au 26 mai à Charm el Cheikh en Egypte, ses 58ème Assemblées annuelles autour du thème : "Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique". En présence de quelque 4000 participants, venus des 81 pays actionnaires (54 africains et 27 hors du continent) de la plus importante institution financière régionale, le conseil des gouverneurs de la BAD, dont la présidence a été cédée par l'Egypte au Kenya, ainsi que plusieurs chefs d'Etats et de gouvernements africains et d'experts, ont convenu que l'Afrique, qui, malgré tous les vents contraires, devrait réaliser une bonne croissance en 2023-2024 (4% et 4,3%), est dans l'obligation de trouver des solutions urgentes pour financer son action climatique, souffrant d'un déficit annuel moyen de 127 milliards de dollars.

Ainsi, les banques et institutions financières de développement "devraient se montrer moins averses au risque, en réduisant prudemment leurs ratios d'adéquation du capital, en établissant des mécanismes en matière de capital et de liquidités taillés sur mesure et en réévaluant les normes réglementaires existantes en matière de capitaux et autres normes prudentielles, pour passer progressivement d'un financement par projet au financement d'une transition durable à l'échelle du système", a, dans ce sens, recommandé le rapport des perspectives économiques en Afrique pour 2023, présenté lors des Assemblées.

Convaincu que "l'avenir de l'Afrique est vert", le président du groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, a invité les pays développés à tenir leurs engagements en matière de soutien de l'action climatique en Afrique, des promesses jusque-là "non tenues".

Le président en exercice de l'Union Africaine (UA), Azali Assoumani, a plaidé, à son tour, pour l'augmentation des Droits de Tirage Spéciaux du FMI alloués aux pays du continent. Des ressources supplémentaires qui doivent être "canalisées rapidement vers les pays qui en ont le plus besoin, y compris par le biais des banques multilatérales de développement".

Cette édition des Assemblées annuelles de la BAD a été, par ailleurs, une autre occasion pour saluer l'engagement ferme de l'Algérie envers l'Afrique, un engagement affirmé et réaffirmé, à chaque occasion, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

"Je salue les efforts de l'Algérie pour soutenir les pays africains à revenus très bas. Je salue aussi l'engagement de l'Etat algérien pour sa contribution à la reconstitution du Fonds africain de développement, avec 10 millions de dollars, soit une contribution très importante, qui fait de l'Algérie l'un des plus importants contributeurs africains dans ce fonds", a déclaré M. Adesina à l'APS.

"J'apprécie notre engagement et notre collaboration ensemble. L'Algérie est un pays très important pour la BAD", a-t-il soutenu, tout en exprimant "le soutien" de la BAD au projet du Gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie.

R E.

R E

49ÈME CONFÉRENCE ET ASSEMBLÉE DE L'OAA

Appel aux gouvernements africains pour soutenir le marché de l'assurance agricole

Le président de l'Organisation africaine des assurances (OAA), Ben Kajwang a appelé, lundi à Alger, les gouvernements africains à développer des subventions aux primes du marché de l'assurance agricole, soulignant que le marché de l'assurance agricole dans le continent reste sous-développé, en dépit d'importantes potentialités existantes.

"L'Organisation africaine des assurances fait appel aux gouvernements africains pour le développement des subventions aux primes du marché de l'assurance agricole, ainsi que pour l'amélioration de l'éducation financière des agriculteurs", a affirmé M. Kajwang, lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de la 49ème conférence et assemblée générale de l'OAA.

Dans ce contexte, le responsable a noté que "le marché des assurances agricoles reste sous-développé en Afrique avec une faible pénétration et une gamme de produits limitée", ajoutant que "la plupart des primes d'assurance agricole sont proposées seulement dans quelques pays africains".

Il a précisé, dans ce sens, que "seulement 1 % des petits exploitants agricoles africains sont aujourd'hui couverts par l'assurance, alors que l'environnement économique mondial en général et l'Afrique en particulier connaît des moments difficiles avec une inflation croissante, une perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi que du phénomène de l'insécurité alimentaire". Plaidant pour le développement de l'industrie des assurances agricoles dans le continent, il a fait observer

que "l'Afrique possède 65 % des terres arables non cultivées dans le monde et une abondance en eau, ainsi un potentiel d'ensolaillement de 300 jours/an".

"Plus de 60 % de la population africaine est engagée dans l'agriculture et environ 23 % du PIB de l'Afrique provient de l'agriculture", a-t-il encore signalé assurant que "l'Afrique pourrait produire deux à trois fois plus de céréales et de grains".

A cet effet, le président de l'OAA a mis en avant trois défis majeurs auxquels devrait faire face l'Afrique, qui sont les chocs climatiques, la volatilité des cours mondiaux, ainsi que la sous-alimentation.

Pour sa part, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurances (UAR) Youcef Benmicia, a souligné que "les efforts des acteurs du secteur africain de l'assurance, experts, gouvernements et organisations, devraient s'orienter vers la mise en place de systèmes assurantiels à même de transférer les risques naturels et climatiques".

L'objectif, a-t-il précisé, est de "développer et fournir des produits d'assurance compatibles avec les besoins des populations. Les agriculteurs". M Benmicia a aussi relevé que cette conférence, constitue une occasion d'échanger des expériences et de dégager des solutions pratiques et des recommandations pour relever le défi de la sécurité alimentaire".

Il a noté également que le secteur des assurances en Afrique pèse seulement 1% du chiffre d'affaires de l'industrie assurantielle mondiale, ajoutant que la branche agricole ne dépasse pas les 1,5% à l'échelle continentale.

"Plusieurs facteurs sont derrière cette situation, dont les difficultés écono-

miques dans beaucoup de pays africains et les facteurs culturels" d'où, a-t-il souligné, "la nécessité de mettre en place des mécanismes à l'effet d'inverser cette tendance parallèlement au travail de sensibilisation et de communication envers les opérateurs économiques".

De son côté, la représentante résidente du Programme des Nations-unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Blerta Aliko, a mis en exergue les actions engagées par le PNUD, dans le cadre des Objectifs de développement durable afin d'éliminer la faim et d'assurer la sécurité alimentaire.

Dans ce cadre, elle a précisé que le PNUD, par l'intermédiaire de son mécanisme d'assurance et de financement des risques (IRFF), a œuvré pour renforcer la résilience climatique des petits exploitants agricoles en Afrique et en Asie.

Le PNUD encourage des partenariats pour mettre au point des produits d'assurance agricole "qui aident les agriculteurs à s'adapter et à renforcer leur résilience aux inondations, aux sécheresses, aux tempêtes, aux ravageurs et aux épidémies, qui sont tous exacerbés par les changements climatiques", a-t-elle également mentionné. Les travaux de cette conférence, qui s'étaleront sur trois jours, comportent, pour la première journée, plusieurs sessions et panels, centrés sur "la promotion de l'assurance agricole en Afrique", "la lutte contre les risques des changements climatiques sur la sécurité alimentaire" et "les systèmes de transfert de risques catastrophes public-privé en Afrique pour renforcer la résilience à l'échelle du continental", ainsi qu'une session sur la Déclaration de Nairobi (assurance durable).

R E.

BÉJAÏA

La gare maritime sera opérationnelle cet été

Lors d'une intervention sur les ondes de la radio Soummam, le wali de Béjaïa, a annoncé que la mise en service de la gare maritime est prévue pour cet été, après la levée de tous les obstacles rencontrés sur le terrain.

Il faut dire que le projet a connu un retard dans sa livraison en raison de plusieurs entraves, notamment des réserves émises par la direction de l'Énergie, relatives au passage d'un gazoduc à proximité du terminal maritime de passagers. Ce problème technique a fait l'objet d'une discussion approfondie entre les ministères de l'Énergie et des Transports. En effet, des séances de travail ont été organisées ces derniers mois et ont permis d'y trouver une solution, déclinée en petits travaux qui devraient être effectués incessamment. Ainsi, il est prévu que la gare maritime sera opérationnelle avec l'entame de la saison estivale. « Après les réunions tenues, nous avons reçu une bonne nouvelle concernant l'exploitation de la gare maritime, suite à la levée des réserves émises par certains services. Par conséquent, les travaux restants seront relancés, ce qui lui permettra d'être opérationnelle cet été », a déclaré M. Kerbouche. Il convient de mentionner que cette structure, destinée à accueillir dans les meilleures conditions les voyageurs avant l'embarquement et après le débarquement, surtout pendant l'été, était attendue depuis longtemps. Sur un autre plan, le wali de Béjaïa a tenu à démentir les informations faisant état de la fermeture de l'aéroport Soummam – Abbane Ramdane. Il a affirmé, à ce propos, que la piste d'atterrissage nécessitait des travaux dont la durée ne devrait pas dépasser une journée, et que l'aérodrome sera ouvert au trafic aérien au terme de ce délai. Il est utile de noter, par ailleurs, que le projet de construction d'un stade d'une capacité de 30.000 places a été dégelé. Il devrait être réalisé dans la commune d'Oued Ghir, relevant de la daïra de Béjaïa.

BEJAÏA/ TIZI-OUZOU

Relance du projet du gazoduc Sidi Ayad- Freha

Le projet de réalisation d'un gazoduc de diamètre 16 pouces entre Sidi Ayad (Bejaïa) et Freha (Tizi-Ouzou), à l'arrêt depuis 2020, a été relancé dimanche, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Ce projet, dont les travaux étaient bloqués suite à des oppositions de riverains au passage des conduites de gaz, permettra de transporter cette énergie vers les trois communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, non encore raccordées au réseau de gaz naturel, à savoir Zekri, Akerrou et Ait Chafaa et qui ne bénéficient pas encore de cette énergie, a-t-on souligné. Après la levée des oppositions, l'entreprise chargée de la réalisation a entamé les travaux ce dimanche, a-t-on ajouté, soulignant que tous les moyens hu-

mans et matériels ont été mobilisés pour la relance du projet.

"La relance des travaux intervient suite aux efforts du wali, Djilali Doumi, pour lever les oppositions en vue de la concrétisation du projet dans les meilleurs délais", a-t-on souligné louant, à l'occasion, "la contribution active" de l'Assemblée populaire communale d'Azazga dans cette démarche et saluant les citoyens pour leur compréhension.

D'une longueur totale de 51,8 km, dont 36,5 km sur le territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou et le reste (15,3 km) sur

celui de Bejaïa, le gazoduc permettra de réaliser le bouclage des réseaux de transport de gaz de ces deux wilayas, a rappelé la même source.

Dans la wilaya de Tizi Ouzou le gazoduc traversera les communes de Freha, Azazga, Aghribs, Yakouren, Akerrou, Ait Chafaa et Zekri. Il permettra d'alimenter en gaz naturel environ 8.000 habitants répartis sur les trois communes ciblées par le projet, a-t-on signalé. Cette opération dotée d'une enveloppe initiale de près de 2,572 milliards DA a été réévaluée en 2019 pour atteindre le montant de plus de 4,698 mil-

liards de DA, rappelle-t-on.

Avec la réalisation de ce gazoduc, la totalité des 67 communes de la wilaya de Tizi-Ouzou seront raccordées au réseau de gaz naturel, ce qui permettra d'améliorer de manière significative le taux d'alimentation de la wilaya en cette énergie, a-t-on appris auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. En plus du confort qu'apportera cette énergie aux familles, cet atout contribuera au développement économique de la région, selon la même institution.

CONSEIL DE LA NATION

Une mission d'information temporaire à Mostaganem et Oran

Une mission d'information temporaire de la commission de l'équipement et du développement local du Conseil de la nation effectuée, depuis le 27 mai jusqu'au 2 juin, une visite dans les wilayas d'Oran et de Mostaganem pour s'enquérir des projets de développement dans ces deux wilayas dans plusieurs secteurs, a indiqué, samedi, un communiqué du Conseil. "Sur instruction de M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation et en application des dispositions de l'article 137 (clause 2) de la Constitution et des articles 20 et 51 du règlement intérieur du Conseil de la nation,

une mission d'information provisoire de la commission de l'équipement et du développement local du Conseil de la nation effectuée, du 27 mai au 2 juin 2023, une visite d'inspection dans les wilayas d'Oran et de Mostaganem".

La mission d'information a entamé, samedi, son travail dans la wilaya de Mostaganem au titre de sa visite qui durera jusqu'au 29 mai. Elle inspectera de nombreux projets de développement dans la wilaya dans les secteurs de l'habitat, de l'hydraulique et des travaux publics. Elle visitera le port de la ville et examinera les perspectives de son élargissement,

ajoute le communiqué.

La mission d'information se déplacera dans la wilaya d'Oran à partir du 30 mai où elle poursuivra son travail jusqu'au 2 juin. Elle s'enquerra de l'état d'avancement des travaux des équipements publics, d'aménagement des zones industrielles, des stations de dessalement et visitera le port de la ville, précise le communiqué.

La mission sera conduite par le sénateur et président de la commission de l'équipement et du développement local du Conseil, Saïd Saïdi, et des membres de la commission, conclut le communiqué.

TRANSPORT SCOLAIRE

Distribution de 40 bus au profit de communes à Blida

Quarante bus de ramassage scolaire ont été distribués samedi à Blida, au profit de communes enregistrant un déficit en la matière, au titre des efforts d'amélioration des conditions de scolarité des élèves, a-t-on appris des services de la wilaya.

Inscrite dans le cadre du plan de ramassage scolaire et financée sur le budget de wilaya, cette opération a profité à 23 communes enregistrant un déficit en la matière ou ayant loué des bus auprès des privés pour assurer le transport des élèves, a indiqué le wali Ahmed Mabed, lors de la cérémonie de distribution de ces bus, en présence des présidents d'APC des communes et chefs des daïras bénéficiaires de ces équipements.

L'opération vise à « assurer de meilleures conditions de transport pour les écoliers durant l'année scolaire 2023/2024 », a indiqué le wali qui a souligné les efforts consentis par l'Etat pour réunir toutes les conditions nécessaires à la scolarisation aux enfants, en leur assurant, entre autres, le repas chaud et le chauffage.

Ces bus ont été destinés à nombre de communes reculées et montagneuses, dont Mouzaïa (Ouest de la wilaya) qui a bénéficié de cinq bus, El-Affroun (Ouest) destinataire de quatre bus, Meftah (extrême Est) et Oued El Alleug, avec trois bus chacune. Le reste des communes ont bénéficié, selon les besoins, de deux ou d'un bus. Dans une déclaration à l'APS en marge de la cérémonie, le président de l'APC d'El Affroun, Amer Dis a estimé que les bus (au nombre de 4) destinés à sa localité contribueront « à couvrir les besoins de la commune dans le domaine du ramassage scolaire (10 lignes) », indiquant qu'un montant a été mobilisé sur le budget communal pour l'acquisition de quatre nouveaux bus et la réparation de deux autres. Le P/APC de Meftah, Omar Bouhsira a observé, pour sa part, que cette opération « permettra à la commune, qui compte 10 lignes pour le ramassage scolaire, de ne pas recourir à des transporteurs privés (cinq bus loués) », notant que celle-ci dispose actuellement de cinq bus et compte acquérir quatre autres. Le représentant de la commune de Mouzaïa a, également, loué cette initiative, relevant que la localité compte 63 Haouch « enregistrant un déficit en matière de ramassage scolaire. M. Mabed a salué, à l'occasion, les efforts consentis par les Assemblées populaires communales (APC), à travers l'acquisition de 65 nouveaux bus, en plus de la prise en charge des frais de réparation d'un total de 46 bus de transport scolaire, en vue de leur mise en service à la prochaine rentrée scolaire. S'agissant de la prochaine rentrée scolaire, il a signalé que « les pré-

paratifs sont d'ores et déjà en cours, à travers le lancement d'un important programme englobant plusieurs structures scolaires et sportives, dans les trois cycles ». En outre, une enveloppe de 510 millions de DA a été mobilisée sur le budget de wilaya pour la réhabilitation des appareils de chauffage au niveau de la totalité des CEM et lycées de la wilaya.

Les travaux débiteront dès la fin des examens de fin d'année, pour être fonctionnels à la rentrée prochaine, a-t-il précisé.

A noter qu'à la fin de la cérémonie de distribution des bus, le wali a procédé à la remise d'équipements sportifs au Club équestre de la Mitidja, avant de donner le coup d'envoi de la course de saut d'obstacles de la wilaya.

EL TARF

Vers la création d'un pôle aquacole dans la commune de Ben M'hidi

Un pôle dédié à l'aquaculture sera créé à El Bettah, dans la commune de Ben M'hidi (50 km à l'ouest d'El Tarf), a indiqué dimanche le directeur de wilaya de la Pêche et des ressources halieutiques, Zouaoui Laïche Ammar. Ce futur pôle sera constitué de douze (12) projets liés à l'activité aquacole, à la production de poissons dans des cages flottantes, à la fabrication d'aliments pour poissons et à la mise en place d'une écloserie pour la production d'alevins.

Une fois opérationnel, ce pôle favorisera la création d'environ 1.000 emplois directs et indirects, et permettra d'augmenter la production halieutique de plus de 2.000 tonnes par an qui approvisionneront les marchés local et national, a précisé le même responsable.

Selon M. Laïche Ammar, l'étude de ce pôle, qui occupera une superficie de 38 hectares, a été confiée à un bureau d'études local et connaît un taux d'avancement notable. Le directeur de la Pêche et des ressources halieutiques a rappelé que la production de poissons a atteint, en 2022, les 7.500 tonnes dont 72 pour cent sont constitués de poisson bleu.

Cela représente indique-t-il, un accroissement appréciable de l'ordre de 30 pour cent par rapport à l'année 2021 marquée par une production ne dépassant pas 5.000 tonnes.

CHINE-TAÏWAN

Le conflit qui menace

Pékin a pour obsession d'absorber « l'île rebelle », mais une réintégration pacifique semble de moins en moins possible. Une absorption à l'usure, ou par blocus, voire une invasion pure et simple est donc vraisemblable entre 2027 et 2049. Au risque d'une confrontation économique et peut-être militaire avec les Etats-Unis et leurs alliés.

Par Yves Bourdillon

Selon toute vraisemblance, la Chine attaquera Taïwan un jour. Tout pointe vers ce scénario dramatique qui déboucherait sur un affrontement économique, voire militaire, entre Pékin et les Etats-Unis, défiés dans leur rang de première puissance mondiale et de « taulier » du Pacifique. Avec l'implication des pays européens et, en option, celle des Philippines, du Japon, de l'Australie, du Vietnam et de l'Inde, tous conscients qu'une victoire de Pékin lui permettrait de dominer toute l'Asie-Pacifique. En effet, le régime de Xi Jinping est obsédé par l'idée de réintégrer « l'île rebelle », ainsi qu'il désigne Taïwan, au motif qu'elle a été effectivement sous le contrôle de Pékin, quoique seulement de 1683 à 1895 : le reste du temps, elle fut sous souveraineté portugaise, néerlandaise, puis japonaise avant que n'y atterrisse, en 1949, les restes du régime nationaliste vaincu par Mao. Y renoncer est impensable pour le numéro un chinois, comme l'illustre la mention, dans sa doctrine de « rêve chinois », du fait que le « séparatisme taïwanais » serait la menace « la plus sérieuse à la réjuvenation nationale ». La réintégration se fera, selon lui, de gré ou de force. Donc vraisemblablement de force. En effet, une fin pacifique du statu quo se heurte au mur des réalités : selon les sondages, désormais seulement 6 % des 24 millions de Taïwanais souhaitent une réunification avec la Chine, 8 % se définissent avant tout comme chinois, alors qu'ils sont pourtant en grande majorité d'ethnie Han. Et les trois quarts se déclarent prêts à

défendre l'île en cas de guerre. La manière dont le « un pays, deux systèmes » à Hong Kong a abouti au démantèlement de la démocratie et de l'Etat de droit a de quoi dissuader ceux des Taïwanais qui croyaient que la réunification serait avantageuse.

Dans 25 ans ou... 18 mois

Certains affirment que la Chine n'osera jamais attaquer car cela lui coûterait trop cher sur le plan économique du fait des sanctions occidentales. Sauf que ce même raisonnement avait conduit à catégoriquement exclure une invasion de l'Ukraine par la Russie, avec le succès que l'on sait. L'économie est au service de l'idéologie à Pékin. La Chine, atelier du monde, peut estimer que les Occidentaux n'oseraient pas lui tenir tête car ils auraient plus besoin d'elle que l'inverse.

Puisque le pourquoi semble établi, faisant dire à l'amiral Michael Studeman, patron du renseignement maritime américain, « la question n'est plus de savoir si Pékin attaquera mais quand », reste justement à évaluer la fenêtre de tir que choisira le régime chinois. Ce dernier prendra sa décision en fonction de l'évaluation de sa puissance militaire et économique... et de la détermination estimée des Occidentaux et de leurs forces. Il est évident que Pékin veut avoir réabsorbé l'île rebelle avant de fêter son centenaire, en 2049, voire dès 2027, qui marque le centenaire de la constitution de l'Armée populaire de libération chinoise. Un créneau plus proche encore, quoique moins réaliste, existe : si jamais Joe Biden n'est pas réélu en novembre 2024, il sera alors un président dit « lame duck » (canard boiteux), devant pas-

ser la main trois mois plus tard et donc gêné pour prendre légitimement la décision la plus terrible depuis 1941, une intervention militaire contre une puissance nucléaire. Pour le comment, le choix se réduit logiquement à deux stratégies : le blocus ou la guerre, avec des variantes intermédiaires.

Le blocus, difficile

L'option du blocus pour faire tomber l'île comme un fruit mûr semble rentable, voire facile. Taïwan, qui importe les deux tiers de ses produits alimentaires et la quasi-totalité de son énergie, ne dispose en effet que de quelques semaines de réserves en produits de première nécessité. Mais il s'agirait d'un acte de guerre entraînant de sérieuses sanctions économiques de la part des Occidentaux et de leurs alliés, qui fournissent actuellement 42 % des importations de la Chine et absorbent 36 % de ses exportations. En outre, la responsabilité du « premier feu » incomberait à Pékin face aux cortèges de frégates américaines essayant de rétablir la liberté de circulation dans un détroit où se croise la moitié des porte-conteneurs du monde. L'histoire montre que tenir un tel blocus est difficile et « escalatoire ».

Un débarquement sans précédent

Donc, tant qu'à se prêter à un bras de fer avec la marine américaine, autant ne pas « tourner autour du pot » et déclarer la guerre. Première option, un déluge de missiles sans débarquement, en misant sur la reddition d'un pays détruit. Deuxième option, une attaque combinée, aérienne, navale et amphibie afin de faire débarquer 1,3 million de

soldats sur une île fortifiée et ne comptant qu'une dizaine de plages, à travers un détroit de 180 km. Le tout sous le feu d'une artillerie en voie de renforcement rapide sous l'égide de Washington. A côté, le débarquement des Alliés en Normandie en 1944, pourtant le plus ambitieux de tous les temps, passerait pour une plaisanterie.

Si Pékin dispose d'environ cinq cents navires de guerre, il ne possède toutefois que sept navires d'assaut amphibie 071... mais pourrait réquisitionner des centaines de paquebots de croisière. Diverses simulations sur ordinateur indiquent que Pékin arriverait à conquérir Taïwan en quelques semaines... mais échouerait systématiquement en cas de robuste intervention militaire américaine. Au risque de pertes très lourdes des deux côtés, notamment si les missiles « tueurs de porte-avions » DF21 de Pékin, d'une portée de 3.000 km, tiennent leur promesse. En revanche, nul ne sait ce que vaut un soldat chinois dans un conflit réel. Le dernier à avoir vu le feu, en 1979 où il avait connu quelques « menues difficultés » face aux Vietnamiens, a pris sa retraite il y a longtemps. Une invasion n'est toutefois pas certaine. Pékin peut renoncer au vu de l'impact sur la prospérité de 1,45 milliard de Chinois pas forcément toujours dociles. Et la défaite éventuelle de Poutine en Ukraine, qui serait assortie sans doute de son élimination, pourrait amener Xi Jinping à reconsidérer sérieusement ses options...

Source Les Echos

Le conflit qui menace

Les pays du G7 réunis en sommet ont appelé à constituer une « région indo-pacifique libre et ouverte », sans pour autant associer pleinement les pays concernés.

LA CHRONIQUE de Mathilde Lemoine

En réaction aux réformes trop timides des institutions de Bretton Woods proposées par les Occidentaux, les pays émergents ont développé leurs propres instances comme la Nouvelle Banque de développement et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. Les pays asiatiques ont, quant à eux, décidé et mis en œuvre un accord de libre-échange appelé « Accord de partenariat économique régional ». Ce partenariat, dont les membres sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Chine, le Japon, la Corée, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam, va au-delà du libre-échange puisqu'il vise à favoriser les échanges de services, et en particulier de services financiers, à développer les infrastructures de télécommunications, à faire respecter les droits de propriété intellectuelle et à accroître les investissements régionaux. Il va accélérer l'intégration des grands pays de cette région et les conduire à renforcer leur coopération. Il est donc étrange que les pays du G7, réunis à Hiroshima pour leur sommet annuel, aient appelé à une « région indo-pacifique libre et ouverte » sans associer les pays concernés. La notion « indo-pacifique », qui va de la côte est de

l'Afrique aux îles du Pacifique, tout en intégrant une partie des côtes américaines, est floue. Elle n'intègre pas les accords et partenariats décidés par les pays faisant partie de cette région.

Front antichinois

Par ailleurs, cette notion partagée par les Etats-Unis et l'Union européenne est défensive et guidée par la constitution d'un front antichinois. L'enjeu de libre circulation est compréhensible car la moitié du fret mondial transite par cette zone, qui pourrait représenter 50 % du PIB mondial en 2040, selon le FMI. Mais le soutien aux pays asiatiques face à la Chine ne peut pas se faire sans intégrer la dimension économique. La volonté des pays membres de l'Accord de partenariat économique régional de développer des chaînes de valeur asiatiques et de capter une partie des investissements directs étrangers devrait être accompagnée par les Etats-Unis et l'Union européenne.

L'autre canal consiste en un transfert d'innovation. La régionalisation du commerce international prive en premier lieu les pays les moins développés d'une source de croissance que constitue le rattrapage de productivité, comme le montrent les estimations économétriques. Certes, depuis la guerre russo-ukrainienne, le lien entre paix et commerce semble plus tenu, mais Montesquieu et son « doux com-

merce » qui a pour « effet naturel de porter à la paix » a encore un avenir.

Selon les économistes Philippe Martin, Thierry Mayer et Mathias Thoenig, le commerce régional est un facteur de paix dans la mesure où il accroît le coût économique des conflits au-delà du coût humain. En revanche, la mondialisation, en augmentant les flux de commerce avec des partenaires lointains, aurait réduit le coût économique d'un conflit régional. Bien sûr, le commerce ne suffit pas à endiguer un conflit, mais l'initiative régionale asiatique constitue un facteur de développement pacifié de cette région.

Déconnectés de l'évolution économique et commerciale de l'Asie et du Pacifique, les pays du G7 ajoutent à l'incertitude géopolitique et pèsent sur les perspectives de croissance mondiale. Espérons que les chefs d'Etat et de gouvernement du G20, qui se tient en Inde au mois de septembre, permettront une meilleure articulation entre le risque géopolitique et les accords commerciaux, même si le pays hôte n'est pas membre de l'Accord de partenariat économique régional !

Source : Les Echos

MAROC

Le groupe marocain Attijariwafa Bank installe son "Club Afrique Développement" au Togo

BIA-Togo, la filiale togolaise du groupe Attijariwafa, a ouvert le jeudi 25 mai 2023 à Lomé, le Club Afrique Développement-Togo. Cette initiative conçue comme un cadre de réflexion, de services et d'investissement a été lancée par le ministre togolais de la Promotion de l'Investissement, Kayi Mivédor. Créé depuis 2016 et implanté dans les pays qui accueillent le groupe bancaire marocain, Club Afrique Développement, est un espace de mise en relation et d'échange entre les opérateurs économiques désireux d'investir ou d'installer leurs activités dans le pays.

Il va donc réunir des hommes d'affaires et des décideurs autour des échanges visant à dynamiser de manière pragmatique les investissements dans le pays ouest-africain.

L'initiative est qualifiée d'honorable par la ministre togolaise, Mivedor, en raison de son objectif de promouvoir la croissance économique inclusive et durable du Togo.

« Le Club Afrique Développement-Togo est opportun. Car il contribuera à créer et accélérer la création de synergie entre le secteur privé et le secteur public pour des partenariats stratégiques pour le pays. Cette initiative vient renforcer le dynamisme de développement et d'attraction de l'investissement du Togo », a déclaré la collaboratrice de Faure Gnassingbé, chargée d'attirer les investisseurs dans le pays.

« Nous sommes ici pour faire la promotion des opportunités d'investissement du Togo mais aussi pour embarquer des entreprises engagées au Togo et les connecter dans les corridors d'affaires déjà installés, déjà finalisés, à l'échelle africaine », a indiqué pour sa part, Mouna Kadiri, Directrice Club Afrique Développement, Groupe Attijariwafa Bank.

Le Club Afrique Développement, selon l'acteur bancaire marocain, compte plus de 3000 membres qui opèrent dans des secteurs majeurs comme l'agro-industrie, les énergies, les télécoms et les BTP. Il est présent en Egypte, au Sénégal, en Mauritanie, en Tunisie, au Gabon, au Cameroun, au Gabon, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Congo, au Mali, et désormais au Togo.

MAROC

Le cercle des participants aux manifestations du 4 juin s'élargit

Plusieurs partis et organisations marocaines ont répondu favorablement à l'appel lancé par la Confédération démocratique du travail (CDT) en annonçant leur participation à la marche de protestation nationale prévue dimanche prochain à Casablanca pour dénoncer la flambée des prix et l'atteinte aux droits et libertés.

Ainsi, le parti de la Voie démocratique (Annahj Addimocrati) a appelé ses militants et tous les Marocains à prendre part à cette marche nationale, en signe de protestation contre les conditions dans lesquelles vit la classe ouvrière, soulignant que le fait de répondre à cet appel vient de la conviction que la lutte sur le terrain est l'arme de tous ceux qui sont touchés par les politiques discriminatoires adoptées par le régime du Makhzen. Il a, en outre, indiqué qu'il n'y a pas d'autre choix que d'unir les luttes populaires pour garantir les droits de la classe ouvrière et des autres franges de la société dans le but d'arriver au changement escompté.

De son côté, le Syndicat national des aéroports a appelé tous les contrôleurs aériens à participer à cette marche de protestation, et exhorté chacun à continuer à lutter pour la réalisation de toutes les revendications justes et légitimes.

Pour sa part, le Syndicat national de la presse marocaine a annoncé sa participation à la prochaine marche de protestation, en réponse à la détérioration de la situation sociale dans le pays, au refus du gouvernement d'augmenter les salaires et activer la charte pour institutionnaliser le dialogue social et le respect des libertés syndicales.

Il a appelé tous les journalistes à participer en masse à la marche de protestation, dénonçant le recul du pouvoir d'achat, des droits et des acquis sociaux.

Le Syndicat des agents de sécurité privés, d'hygiène et de cuisine a, quant à lui, appelé tous les travailleurs à participer activement à la marche de protestation sous le slogan : "Ne pas renoncer aux revendications, aux droits et

aux acquis".

La CDT avait annoncé l'organisation d'une marche de protestation dans la ville de Casablanca le dimanche 4 juin, et appelé le peuple marocain à y participer massivement contre les politiques du Makhzen, notamment celles liées à l'envolée des prix et à la violation des droits et libertés.

Par ailleurs, le Front social marocain a annoncé l'organisation de plusieurs sit-in dans tout le territoire marocain, le 20 juin, pour commémorer le soulèvement du 20 juin 1981 à Casablanca, et protester contre la persistance des prix élevés.

Le Front marocain, qui regroupe des dizaines de syndicats, d'associations de défense des droits de l'Homme et de partis politiques, a souligné dans un communiqué "la nécessité de promouvoir et de renforcer l'esprit d'unité et de lutte, pour la défense du peuple marocain, en mettant l'accent sur l'élargissement du cercle d'action et de lutte".

PREMIÈRE ÉDITION DE «L'EUROMED FINTECH SUMMIT 2023» EN TUNISIE

Opportunités et résistances

La Tunisie accueille les 8 et 9 juin 2023 la 1ère édition de «l'Euromed Fintech Summit 2023». Ce sommet se fixe comme objectif de réunir pour la première fois les top décideurs et experts de l'industrie, chercheurs, entrepreneurs, investisseurs pour discuter des enjeux, des opportunités et des défis que présentent la Fintech et les technologies financières en termes de vision, d'innovation, de régulation et de gouvernance.

Sous le thème de «Fintech et inclusion financière numérique: opportunités et résistances», la Tunisie accueille les 8 et 9 juin 2023 la première édition de l'Euromed Fintech Summit 2023. Cette manifestation vient dans le contexte où le «Web3.0», le «Blockchain», l'Intelligence Artificielle, les réseaux sociaux, l'omniprésence des technologies émergentes et les perturbations macro-économiques (post-pandémie, crises financières, politiques... que connaît le monde ne cessent d'impacter le quotidien des consommateurs et des entreprises ainsi que leurs modes de communication et de consommation. Ceci oblige l'écosystème financier à se transformer pour offrir des services de plus en plus accessibles, résilients, sûrs et durables.

Ce sommet se fixe comme objectif de réunir pour la pre-

mière fois les top décideurs et experts de l'industrie, chercheurs, entrepreneurs, investisseurs pour discuter des enjeux, des opportunités et des défis que présentent la Fintech et les technologies financières en termes de vision, d'innovation, de régulation et de gouvernance. L'Euromed Fintech Summit 2023, c'est aussi plus de 30 speakers, 40 exposants, 12 conférences et 95 participants.

Pour une inclusion financière numérique...

Sa dimension méditerranéenne focalise sur les enjeux et opportunités de la Fintech pour une inclusion financière numérique et un développement durable sur les deux rives de la Méditerranée.

L'Euromed Fintech Summit 2023 est organisé par «Reflect Consulting», bureau d'études en communication institutionnelle et le «CBF», conseil ban-

caire et financier, en association avec «Kpmg», l'un des leaders mondiaux du conseil et de l'audit en partenariat avec la Caisse de dépôt et consignation (CDC), l'Union des Banques Arabes, l'African Fintech Network et avec le soutien de «Smart Capital», en collaboration avec les majeures institutions nationales et internationales du secteur. L'Euromed Fintech Summit 2023 est le rendez-vous incontournable de tous ceux qui souhaitent faire de la Fintech et de la finance digitale un levier de croissance indispensable pour leur développement et nouer des partenariats sur le plan national et international. Des cessions d'innovation et des démonstrations technologiques seront assurées par des personnalités influentes et des experts de l'écosystème de la Fintech.

Trois événements parallèles de haut niveau réuniront les top

décideurs, responsables publics, cadres du secteur privé, universitaires et partenaires d'organisations internationales, à savoir «Pan-Arab Sustainable Fintech Conference», «Euromed Women in Fintech», «Pos'Tech-Postal financial Technologies».

Le Fintech Startup Village permettra également aux start-ups d'exposer leurs projets et d'établir des contacts. Sont également au programme des «Business to Sustainability» (BtoS) et des «EcoCare Event». En adéquation avec les valeurs de ses organisateurs et de ses partenaires, la durabilité se décline aussi bien dans les thématiques que dans l'organisation même du sommet, l'Euromed Fintech Summit 2023 sera le premier événement «EcoCare Event» (Label Reflect Consulting) pour sa maîtrise d'impact sur l'environnement avec compensation de l'empreinte carbone

MALGRÉ LES IMPACTS DE LA PANDÉMIE ET DE LA GUERRE EN UKRAINE

La situation économique de la Mauritanie reste solide

L'économie mauritanienne est structurellement volatile car dépendante des cours internationaux des minerais – dont les exportations correspondent à 28,9% du PIB. En 2021, les minerais représentaient 72,6% des exportations totales (2,3 Mds USD) (54,8% pour le fer, 10% pour l'or et 7,8% pour le cuivre). La SNIM, qui détient le monopole de production du fer, produit entre 12,7 et 13 Mt/an ; faisant de la Mauritanie le 15ème producteur mondial et le 2ème en Afrique derrière l'Afrique du Sud. De nouveaux projets sont en cours de développement dans l'espoir d'atteindre une production de 40 Mt/an. Les produits de la pêche représentent quant à eux 25,8% des exportations totales. Le PIB est réparti comme suit : le secteur

primaire représente 20,3%, le secondaire 35,9% et le tertiaire 44%. Le secteur primaire a connu une croissance négative de 3,6% en 2021, le secteur agricole souffrant d'intrants de mauvaise qualité et d'absence de structuration de la filière, alors que le secteur de la pêche manque d'infrastructures de débarquement et de transformation du poisson.

Après une récession en 2020 (-0,9%) et un léger rebond en 2021 (+2,4%), la croissance économique de la Mauritanie aura été robuste en 2022 à 5,2%. Cela s'explique par la bonne performance et un effet rebond du secteur extractif et en particulier la production d'or (qui avait été fortement affecté par un incendie en 2021), ainsi que par la performance du secteur agricole. Selon

la Banque mondiale, la croissance fléchirait légèrement en 2023, à 4,5%. Sur le plan externe, la hausse des coûts mondiaux ont renchérit les importations de la Mauritanie, ce qui a entraîné une hausse du déficit du compte courant (17,3% du PIB) et une baisse des réserves de change. Celles-ci resteraient néanmoins très confortables à 1,8 Mds USD, soit près de 6 mois d'importations. La Mauritanie est également touchée par le contexte inflationniste mondial, avec une forte hausse de l'inflation en 2022, estimée à 9,5% en moyenne annuelle, avec un pic lors du dernier trimestre de 2022 autour de 13% en glissement annuel. Le pic serait passé, avec une prévision d'inflation pour 2023 qui resterait néanmoins importante (8% selon BM).

EN CÔTE D'IVOIRE ET AU GHANA

La culture du cacao a détruit 386 000 hectares de forêts protégées en 20 ans

Le rapport souligne que la déforestation s'explique par les faibles rendements du cacao et la pauvreté des agriculteurs. Il révèle aussi que les données officielles sous-estiment la superficie occupée par ces plantations jusqu'à 40% au Ghana, en raison de l'opacité de la chaîne d'approvisionnement.

La culture du cacao est directement liée à la perte de 386 000 hectares de forêts situées dans des aires protégées en Côte d'Ivoire et au Ghana entre 2000 et 2020, selon un rapport publié le 22 mai dans la revue académique *Nature Food* par une équipe de dix chercheurs, dirigée par des scientifiques de l'École polytechnique fédérale de Zurich (ETH Zurich).

Intitulé « Cocoa plantations are associated with deforestation in Côte d'Ivoire and Ghana », le rapport se base sur des techniques de deep learning combinant des données accessibles au grand public sur les plantations de cacao dans les deux pays avec des images satellites.

Les chercheurs ont pu ainsi produire des cartes à haute résolution des plantations de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, dont l'exactitude a été ensuite vérifiée à de nombreux endroits sur le terrain, avant de com-

parer ces cartes à celles figurant dans la base de données mondiale sur les aires protégées (WDPA).

Les divers recoupements ont montré un lien direct entre la destruction de plus de 360 000 hectares de forêts dans les zones protégées (réserves naturelles, parcs nationaux et paysages protégés) et la culture du cacao en Côte d'Ivoire entre 2000 et 2020. Les plantations de cacao sont ainsi responsables de 37,4% de la déforestation totale enregistrée dans les 242 aires protégées ivoiriennes durant la période sous revue (962 000 hectares).

Au Ghana, la culture du cacao a empiété sur 26 000 hectares de forêts protégées, ce qui représente 13,5% de la déforestation totale répertoriée dans les 286 aires protégées du pays (193 000 hectares).

Le rapport révèle également que les plantations de cacao occupent désormais jusqu'à plus de 75% de la superficie totale certaines aires protégées. Tel est notamment le cas de la

forêt de Niegri en Côte d'Ivoire (81%) ou encore de la Tano-Ehuro Forest Reserve au Ghana (77%).

Point chaud de la biodiversité à l'échelle mondiale

Aussi bien en Côte d'Ivoire et qu'au Ghana, les dégâts écologiques liés à l'empiètement des plantations de cacao sur les zones protégées sont d'autant plus dangereux que les deux pays sont traversés par la forêt guinéenne de l'Ouest africain, qui a été classée par l'ONG Conservation International comme étant un point chaud de la biodiversité à l'échelle mondiale. Cet ensemble biogéographique faisant partie de l'écozone afrotropicale, qui regroupe plusieurs biomes incluant les forêts tropicales sempervirentes, les forêts inondées, les forêts galeries et les savanes boisées, est extrêmement riche en espèces végétales et animales, dont plusieurs sont très menacées.

EMPRUNTS EN DEVISE

L'Américain Fitch reconduit la note « B » du Cameroun assortie d'une perspective stable

L'agence de notation américaine Fitch Ratings a maintenu la note « B » du Cameroun sur ses emprunts en devise à long terme, à la suite d'une évaluation dont les résultats ont été publiés le vendredi 26 mai 2023. Sur l'échelle de notation de Fitch, B c'est le 2e niveau de la catégorie « hautement spéculative » soit 6 paliers au-dessus du défaut de paiement (D), catégorie dans laquelle se trouve par exemple le Ghana. Cette note, assortie d'une perspective stable, confère au Cameroun une meilleure qualité de crédit que le Congo et le Gabon respectivement notés CCC+ et B- ; mais, Yaoundé reste 2 crans en dessous d'un pays de même niveau comme la Côte d'Ivoire noté BB-. La note B du Cameroun « reflète l'économie relativement diversifiée qui sous-tend une croissance résiliente, et un ni-

veau d'endettement public modéré par rapport à ses pairs », explique l'agence.

Mettant en exergue la politique gouvernementale d'import-substitution, Fitch estime qu'elle devrait permettre au pays de maintenir un niveau de croissance soutenue et ainsi pallier une éventuelle baisse des recettes pétrolières après une envolée des cours provoquée par la guerre en Ukraine. L'agence prévoit à cet effet une croissance du PIB de 4 % en 2023 et de 4,2 % en 2024, contre 3,7 % en 2022. Cette résilience de l'économie camerounaise devrait être soutenue par une politique d'assainissement budgétaire menée avec le concours du Fonds monétaire international (FMI). Ce qui devrait, projette Fitch, provoquer une réduction du déficit budgétaire à 1,2% puis 1% du PIB respectivement en 2023 et 2024, contre 1,4 % en 2022, et

2,6 % en 2021. « L'assainissement budgétaire progressif reflète l'amélioration de la mobilisation des recettes non pétrolières (mesures d'administration des recettes et poursuite de la numérisation des procédures dans les administrations fiscales et douanières et réduction des exonérations fiscales à partir de 2024) », souligne l'agence.

Des risques qui planent

La résilience de l'économie et un déficit budgétaire modéré devraient surtout permettre au Cameroun d'améliorer son ratio d'endettement. Fitch prévoit que l'encours de la dette publique du Cameroun devrait baisser à 39,6 % du PIB en 2024 contre 44,7 % à la fin de 2022. Toutefois, plusieurs risques rendent hypothétiques les projections optimistes de l'agence et pourraient conduire à déclasser

la note du pays dans la catégorie inférieure. Il s'agit notamment de « la baisse de la demande extérieure des principaux partenaires commerciaux du Cameroun, de nouvelles pressions inflationnistes et d'une perturbation de la chaîne d'approvisionnement ». Fitch pointe également du doigt les risques sécuritaires dans le septentrion, le Nord-ouest et le Sud-Ouest qui affectent « considérablement » les finances publiques, ainsi que les incertitudes autour de la succession du président Paul Biya. « La succession du président Paul Biya, âgé de 90 ans, reste incertaine. Bien que nous supposons que le successeur appartiendra au parti au pouvoir, l'absence de plan de succession pose le risque de luttes intestines entre les partis et menace la continuité politique », indique l'agence.

ANGOLA

Le corridor de Lobito sera « transformateur » pour l'exploitation du cuivre en RDC

En janvier 2023, l'Angola a signé un accord avec la Zambie et la RDC pour développer les infrastructures ferroviaires et portuaires liées au port angolais de Lobito. Ce projet permettra de désenclaver les mines de cuivre zambiennes et congolaises, au moment où la demande mondiale cuprifère explose.

La construction du corridor ferroviaire de Lobito reliant l'Angola à la RDC est une occasion de réduire considérablement les coûts logistiques et l'empreinte carbone liés au complexe minier congolais de Kamo-Kakula, considéré comme la future deuxième plus grande mine de cuivre au monde. C'est du moins ce que son propriétaire Ivanhoe Mines explique dans une mise à jour datée du 24 mai.

La compagnie minière canadienne estime en effet que la distance entre l'actif et le port angolais de Lobito qui donne son nom à l'infrastructure, est la moitié de celle parcourue actuellement pour transporter le cuivre jusqu'au port de Durban en Afrique du Sud avant son expédition vers les clients internationaux. C'est pourquoi Ivanhoe accueille avec enthousiasme l'annonce du gouvernement américain d'un investissement de 250 millions de dollars dans le développement du corridor.

Selon son coprésident exécutif Robert Friedland, le corridor devrait bientôt devenir « l'une des plus importantes routes commerciales pour le cuivre et d'autres minéraux essentiels à la transition énergétique ».

L'infrastructure permettra non seulement l'exportation de la production de cuivre de Kamo-Kakula, mais aussi celle de la mine de zinc-cuivre-germanium-argent de Kipushi, ou encore d'autres mines de cuivre en RDC et en Zambie.

« Si nous voulons relever les défis redoutables du changement climatique mondial, il est impératif que nous ayons une coopération internationale pour développer des chaînes d'approvisionnement en minerais responsables, en partenariat avec les populations locales et les communautés où se trouvent ces gisements de minerais », ajoute M. Friedland.

Pour rappel, la RDC et la Zambie sont les deux principaux producteurs africains de cuivre. En raison de leur enclavement, l'exportation de leur production se fait actuellement par la route, où des retards aux postes-frontière et l'état défectueux de certaines infrastructures allongent considérablement les délais et les coûts logistiques.

GHANA

Les gestionnaires d'actifs Ashmore et GMO rejoignent le comité des créanciers privés du pays

Les créanciers privés du Ghana, qui se sont regroupés au sein d'un comité en décembre 2022, détiennent environ 45% de la dette extérieure du pays contre 13% pour les créanciers bilatéraux. Les gestionnaires d'actifs Ashmore et GMO ont rejoint le comité des créanciers privés du Ghana, quelques jours après l'approbation par le Fonds monétaire international d'un programme d'aide de 3 milliards USD en faveur du pays d'Afrique de l'Ouest qui cherche à accélérer la restructuration de sa dette, a rapporté Reuters, citant des sources proches du dossier.

« Le plan de restructuration de la dette du Ghana semble très ambitieux. Le gouvernement est très désireux d'obtenir un accord

rapide avec ses créanciers », ont déclaré ces sources.

Le gouvernement ghanéen avait annoncé en décembre 2022 la suspension provisoire du remboursement de la majeure partie de sa dette extérieure, en attendant des accords avec l'ensemble des créanciers sur sa restructuration. La suspension concerne le remboursement des eurobonds, des prêts commerciaux à terme et la plupart des dettes bilatérales du pays.

Cette décision a poussé les détenteurs des euro-obligations à créer un comité de créanciers privés qui comprend Abrdn, Amundi, BlackRock, Greylock Capital Management et Ninety One. Selon les données de la Banque centrale du Ghana, les créanciers privés dé-

tiennent environ 45% de la dette extérieure du pays contre 13% pour les créanciers bilatéraux (1,7 milliard USD auprès de la Chine et 1,9 milliard USD auprès des créanciers membres du Club de Paris).

Le FMI avait annoncé le 17 mai que son Conseil d'administration a approuvé un programme d'aide de 3 milliards USD en faveur du Ghana, avec un premier décaissement immédiat d'environ 600 millions USD.

L'institution financière multilatérale a également indiqué que ce pays, qui traverse une grave crise économique consécutive au ralentissement provoqué par la pandémie du coronavirus et les retombées de la guerre en Ukraine, a apporté les garanties suffisantes pour bénéficier d'un plan d'aide.

POLLUTION AU PLASTIQUE

Une réunion planétaire cruciale à Paris

Lors d'une interview diffusée dimanche sur Radio J, la Première ministre Elisabeth Borne a révélé que le gouvernement a souligné ses réformes et a eu des « discussions très étroites » avec l'agence financière Standard and Poor's en préparation de la notation de la dette du pays début juin.

Après les ministres, les négociateurs internationaux entament une session de cinq jours de pourparlers au siège de l'Unesco afin de tenter d'avancer sur un traité mettant fin à la pollution plastique. Mais la présence des représentants d'industries fait grincer des dents. Les négociateurs vont-ils réussir à avancer sur la question délicate de la pollution au plastique ? Les représentants de 175 nations aux ambitions divergentes se retrouvent au siège de l'Unesco pour une deuxième session du comité international de négociation, sur les cinq prévues pour aboutir à un accord historique couvrant l'intégralité du cycle de vie du plastique. Les ONG, mais aussi des représentants des entreprises du secteur du plastique seront également présents pour assister aux débats. Plusieurs ONG ont déjà fait part

Il y a un peu plus d'un an à Nairobi (Kenya), un accord de principe a été trouvé pour mettre fin à la pollution du plastique dans le monde, avec l'ambition d'élaborer d'ici à la fin 2024 un traité juridiquement contraignant sous l'égide des Nations unies.

Seuls 9% des déchets sont recyclés

Un sommet avec les ministres ou représentants d'une soixantaine de pays a été organisé par la France samedi à Paris, afin de donner de l'élan aux négociations. "Si nous n'agissons pas, il y aura en 2050 plus de plastique que de poissons dans les océans", a rappelé la ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna.

"Lutter contre la pollution plastique c'est nous faciliter la vie pour lutter contre le dérèglement climatique d'un côté et pour faire en sorte de préserver nos océans et la biodiversité", a souligné le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu.

Chaque année, environ 460 millions de tonnes de plastiques sont produites et seuls 9% des déchets sont effectivement recyclés, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui estime que la production de déchets plastiques devrait quasi tripler d'ici 2060.

Doublement de la production plastique en 20 ans

L'enjeu est de taille alors que la production annuelle a plus que doublé en 20 ans pour atteindre 460 millions de tonnes (Mt). Elle pourrait encore tripler d'ici à 2060 si rien n'est fait. Or les deux tiers de cette production mondiale ont une faible durée de vie et deviennent des déchets à gérer après une seule ou quelques utilisations. 22% sont abandonnés (décharges sauvages, incinérations à ciel ouvert ou rejet dans la nature) et moins de 10% sont recyclés.

"Il faut qu'on fasse attention à ce que la question du recyclage ne remplace pas le débat sur la réduction de la production de plastiques", a mis en garde Christophe Béchu.

"Il y a un consensus sur les enjeux et la volonté d'agir", se félicite auprès de l'AFP Diane Beaumenay-Joannet, responsable plaidoyer de l'ONG Surfrider Foundation.

Elle se dit "plutôt optimiste sur le fait qu'on avance sur une ébauche de traité" mais juge que "sur le contenu précis des obligations, ça va être compliqué, notamment sur la partie réduction de la production".

Mettre fin à la pollution plastique d'ici 2040 Cette réduction est portée par la Coalition pour la haute ambition, conduite par le Rwanda et la Norvège et composée d'une cinquantaine de pays, dont l'Union européenne, le Canada, le Chili et, depuis quelques jours, le Japon. Son espoir: "mettre fin à la pollution plastique d'ici à 2040".

Mais d'autres nations se montrent plus réticentes, insistant sur le recyclage et une meilleure gestion des déchets: c'est notamment le cas de la Chine, des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et plus généralement des pays de l'Opep, qui entendent protéger leur industrie pétrochimique.

Les débats sont aussi traversés par la question des rapports Nord-Sud, avec des enjeux concernant "l'aide au développement, le partage de technologies et les financements", souligne Diane Beaumenay-Joannet.

Des déchets de toutes tailles se retrouvent au fond des océans, dans la banquise, l'estomac des oiseaux et même au sommet des montagnes. Des microplastiques ont été détectés dans le sang, le lait maternel ou le placenta.

FRANCE

Hausse historique de la taxe foncière

En France, après la suppression de la taxe d'habitation, une mesure phare de Macron envers les ménages les plus modestes, la taxe foncière risque d'augmenter de manière exponentielle dès cet automne.

Les hausses envisagées risquent d'être historiques au regard des chiffres avancés par plusieurs médias en France, soit une augmentation de près de 60% tout cumulée pour Paris.

Dans un premier temps, en raison de la forte inflation, une augmentation systématique de +7,1% due à la revalorisation des valeurs locatives cadastrales des biens, qui sont ajustées tous les ans en fonction de l'évolution des prix à la consommation, sera appliquée.

Mais de nombreuses villes annoncent d'ores et déjà qu'elles iront encore plus loin afin de compenser la baisse des dotations de l'État, notamment après la disparition de la taxe d'habitation.

Ainsi, la palme revient à la commune de Paris dont le conseil municipal a voté une augmentation de 52% à laquelle viendra se rajouter les 7,1% de revalorisations, ce qui représente 59,1%.

Paris est suivie par Grenoble avec une hausse cumulée de 32,1% alors que Bordeaux reste parmi les plus modérés avec seulement 11,63%.

A l'annonce de ces hausses, les propriétaires d'un appartement ou d'une maison ont estimé qu'on les prenait pour des « vaches à lait ».

TURQUIE

Erdogan remporte la présidentielle, prolonge son règne de 20 ans

Recep Tayyip Erdogan a remporté dimanche le second tour de l'élection présidentielle en Turquie, prolongeant son règne de 20 ans à la tête d'un pays polarisé par des politiques plus en plus autoritaires qui ont permis à Ankara, membre de l'Otan, de s'imposer comme une puissance militaire régionale.

Kemal Kılıçdaroglu, le candidat d'une alliance de partis d'opposition, a estimé qu'il s'agissait de l'élection la "plus injuste depuis des années", mais il n'en a pas contesté l'issue.

Les résultats témoignent d'une nation profondément divisée, alors que le président sortant a remporté 52,1% des suffrages, contre 47,9% pour son rival.

Ce scrutin était considéré comme l'un des plus importants de l'histoire centenaire de la Turquie, l'opposition ayant estimé être en mesure de détrôner Recep Tayyip Erdogan, dont la popularité a été mise à mal par la crise du pouvoir d'achat, et de revoir les politiques du président sortant.

Au lieu de cela, la victoire de Recep Tayyip Erdogan renforce l'image d'invincible de ce dirigeant qui a redessiné les politiques intérieures, économiques, sécuritaires et diplomatiques de la Turquie.

La perspective de cinq années supplémentaires avec Recep Tayyip Erdogan au pouvoir est un coup dur pour les opposants qui l'accusent de nuire à la démocratie en s'arrogeant toujours plus de pouvoir, une accusation que le président rejette.

S'exprimant devant des partisans à Ankara après l'annonce des résultats, Recep Tayyip Erdogan a promis de tourner la page des querelles passées et de laisser place à l'unité avec des valeurs et rêves communs.

Mais il a rapidement changé de ton, s'en prenant à l'opposition et accusant sans preuve Kemal Kılıçdaroglu de soutenir des terroristes. Il a aussi exclu de libérer Selahattin Demirtas, chef du parti pro-kurde, qu'il considère comme terroriste.

Recep Tayyip Erdogan, âgé de 69 ans, a fixé comme priorité de son nouveau mandat la lutte contre l'inflation, une mission à portée de main, a-t-il ajouté.

Plus tôt dans la soirée, depuis le haut d'un bus à Istanbul, il a déclaré à des partisans que "le seul vainqueur du jour est la Turquie". "Je vous remercie tous de nous avoir confié à nouveau la responsabilité de gouverner le pays pour les cinq prochaines années", a-t-il

dit. Hors des frontières turques, les résultats du scrutin ont probablement été accueillis avec déception par les gouvernements occidentaux préoccupés par les relations étroites entre la Turquie et la Russie. Le président russe Vladimir Poutine a félicité son "cher ami" Recep Tayyip Erdogan pour sa victoire.

Via Twitter, le président américain Joe Biden a dit avoir hâte de "continuer à collaborer en tant qu'alliés de l'Otan sur des questions bilatérales et des défis mondiaux partagés". Les liens entre Washington et Ankara, déjà tendus à propos de la Syrie et de la Russie, ont été affectés par le veto opposé pour l'instant par la Turquie à l'adhésion de la Suède dans l'Otan.

Le président français Emmanuel Macron a pour sa part mis en avant les "immenses défis" qui attendent Paris et Ankara.

"La France et la Turquie ont d'immenses défis à relever ensemble. Retour de la paix en Europe, avenir de notre Alliance euro-atlantique, mer Méditerranée", a-t-il dit sur Twitter.

Recep Tayyip Erdogan, qui été longtemps en désaccord avec de nombreux gouvernements du

Moyen-Orient avant d'adopter une position plus conciliante ces dernières années tout en renforçant son influence par un biais militaire, a reçu des félicitations des présidents iranien et israélien ainsi que du roi d'Arabie saoudite. Des partisans de Recep Tayyip Erdogan, rassemblés devant sa résidence à Istanbul, ont salué sa réélection. "Je m'attends à ce que tout aille mieux", a déclaré Nisa, 28 ans, qui portait un bandeau au nom d'Erdogan.

Un autre partisan estimait quant à lui que la Turquie deviendrait plus forte avec Recep Tayyip Erdogan au pouvoir pendant encore cinq ans. "Il y a des questions, des problèmes dans tous les pays du monde, dans les pays européens aussi ? Avec une direction forte, nous surmonterons les problèmes de la Turquie également", a dit Mert, 39 ans, accompagné de son fils.

De son côté, Bugra Oztug, 24 ans, qui a voté pour Kemal Kılıçdaroglu, a déclaré ne pas être surpris du résultat, reprochant à l'opposition de ne pas avoir su changer. "Je suis triste et déçu, mais je ne suis pas désespérée. Je pense toujours qu'il y a des gens qui peuvent voir les réalités et la vérité", a-t-elle commenté.

ÉTATS-UNIS/DETTE

Un texte prêt à être soumis au Congrès, dit Biden

Le président américain Joe Biden a annoncé dimanche avoir finalisé un accord budgétaire avec le "speaker" de la Chambre des représentants Kevin McCarthy afin de suspendre jusqu'au 1er janvier 2025 le plafond de la dette des Etats-Unis, indiquant qu'un texte était prêt à être soumis au vote du Congrès.

"Cet accord est une bonne nouvelle (...) pour le peuple américain", a-t-il dit devant des journalistes à la Maison blanche après s'être entretenu par téléphone avec Kevin McCarthy pour régler les derniers détails de l'accord provisoire que le président démocrate et le plus haut représentant républicain au Congrès avaient trouvé samedi soir.

Après des semaines de négociations tendues entre la Maison blanche et les républicains, il appartient désor-

mais au Congrès, où chaque parti contrôle étroitement une chambre, d'approuver cet accord avant le 5 juin - date à compter de laquelle, selon le département américain du Trésor, le gouvernement fédéral pourrait ne plus être en mesure d'effectuer des paiements.

"J'exhorte fermement les deux chambres à approuver cet accord", a dit dimanche Joe Biden, ajoutant s'attendre à ce que Kevin McCarthy rassemble les voix nécessaires au Congrès.

Plus tôt dans la journée, Kevin McCarthy a prédit qu'il disposerait du soutien d'une majorité d'élus républicains. Le chef de file des démocrates à la Chambre, Hakeem Jeffries, a dit anticiper que ses pairs approuveront l'accord. Alors que certains républicains ultra-conservateurs et des démocrates de l'aile progressiste ont critiqué l'accord,

l'avenir de celui-ci devrait dépendre des élus modérés dans chaque camp.

Les républicains sont majoritaires à la Chambre des représentants avec 222 sièges contre 213, tandis que les démocrates contrôlent le Sénat avec 51 sièges contre 49. L'accord conclu par Joe Biden et Kevin McCarthy prévoit la suspension du plafond de la dette jusqu'au 1er janvier 2025, une limite des dépenses dans les budgets 2024 et 2025, ainsi que la réattribution de mesures d'aide liées au COVID non-utilisées, notamment.

Le chef de file des républicains au Sénat, Mitch McConnell, a salué l'accord et appelé les sénateurs à approuver le texte rapidement une fois que celui-ci sera transmis par la Chambre des représentants.

JAPON

La Bourse de Tokyo en nette hausse, accord en vue sur la dette américaine

La Bourse de Tokyo était en forte hausse lundi 29 mai au matin dans la foulée de Wall Street vendredi, tandis qu'un accord sur le plafond de la dette semblait imminent aux États-Unis pour permettre d'éviter un défaut de paiement. L'indice vedette Nikkei grimpeait de 1,53% à 31.389,65 points après 01H00 GMT et l'indice élargi Topix gagnait 1,02% à 2.167,64 points.

La Bourse de New York avait terminé en nette hausse avant le week-end malgré une accélération surprise de l'inflation en avril aux États-Unis, se réjouissant de la perspective d'un compromis entre la Maison Blanche et l'opposition républicaine sur la question de la dette américaine. Le président Joe Biden a annoncé dimanche qu'un accord sur la dette, destiné à éviter aux États-Unis un défaut de paiement cataclysmique, était prêt à être soumis au Congrès, exhortant les parlementaires à l'adopter.

Les semi-conducteurs en forme

Les titres des fabricants japonais d'équipements pour l'industrie des semi-conducteurs continuaient à progresser nettement après être montés des deux côtés du Pacifique en fin de semaine dernière: Advantest bondissait de 5,77%, Sumco de 2,58% et Tokyo Electron de 1,88%.

Du côté des devises et du pétrole

Le dollar remontait par rapport au yen, s'échangeant pour 140,72 yens vers 01H00 GMT contre 140,60 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro gagnait aussi du terrain par rapport à la devise nipponne, à 150,90 yens contre 150,77 yens en fin de semaine dernière. L'euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0720 dollar contre 1,0723 dollar vendredi.

Le marché du pétrole était dans le vert: vers 01H00 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,73% à 73,20 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord 0,6% à 77,41 dollars.

Les Bourses chinoises ouvrent en hausse

Les marchés chinois ont ouvert lundi 29 mai en hausse, soulagés par l'accord aux États-Unis entre le président Joe Biden et le dirigeant républicain Kevin McCarthy pour relever le plafond de la dette et éviter un défaut de paiement catastrophique. L'indice Hang Seng de la Bourse de Hong Kong gagnait 80,16 points (+0,43%) dans les premiers échanges, à 18.827,08 points. À Shanghai, l'indice composite était en hausse de 7,25 points (+0,23%) à 3.219,76 points. La Bourse de Shenzhen gagnait 4,87 points (+0,24%) à 2.017,36 points.

PARIS

La séance s'annonce calme pour la Pentecôte

La bourse de Paris grappille péniblement 0,1%, autour des 7330 points, en ce lundi de Pentecôte, alors que plusieurs grandes places financières à l'instar de Londres et New York resteront fermées aujourd'hui.

Dans de telles conditions, les échanges s'annoncent particulièrement limités sur les rares marchés européens qui seront ouverts, comme Paris, d'autant qu'aucun indicateur économique ne figure à l'agenda du jour.

Au cours des prochains jours, les investisseurs seront très attentifs au dossier du plafond de la dette US. Pour mémoire, la date butoir est fixée au 1er juin, c'est-à-dire jeudi, jour à partir duquel le gouvernement fédéral ne disposerait plus de suffisamment de fonds pour honorer ses factures.

Malgré les tensions actuelles sur les marchés, nous nous attendons à ce que les négociations sur le plafond de la dette aboutissent, rassure toutefois Grant Bowers, gérant du fonds FTF Franklin US Opportunities chez Franklin Templeton.

Un défaut de paiement des États-Unis reste extrêmement

improbable', confirme Björn Jesch, directeur des investissements au niveau mondial chez DWS.

Dans l'actualité des sociétés françaises, TotalEnergies annonce que ConocoPhillips lui a notifié de l'exercice de son droit de préemption pour l'acquisition de la participation de 50% dans l'actif Surmont détenue par TotalEnergies EP Canada Ltd.

TotalEnergies a également annoncé le renouvellement pour 20 ans de la licence de production du bloc OML 130 situé à 150 km au large des côtes du Nigéria, contenant les champs prolifiques d'Akpo et d'Egina, mis en production respectivement en 2009 et en 2018.

Orpea a annoncé vendredi soir qu'il allait convoquer ses créanciers et actionnaires en vue de l'approbation de son plan de sauvegarde accélérée.

Enfin, Icape Holding annonce l'acquisition des actifs opérationnels de Heissenberger Leiterplattentechnik (HLT), distributeur allemand de circuits imprimés, acquisition réalisée par sa filiale Icape Deutschland et financée à 100% en numéraire.

POINTS-MARCHÉ

Les Bourses mondiales rassurées par l'accord sur la dette américaine

L'essor du robot conversationnel a commencé à faire ses premières victimes en Bourse, jetant le doute sur l'activité de plusieurs secteurs. Au point que plusieurs sociétés cotées se sont efforcées de rassurer.

Les marchés boursiers progressent lundi et se réjouissent qu'un accord ait été trouvé aux États-Unis pour remonter le plafond de la dette, même si le vote du Congrès n'est pas encore acquis. Les Bourses européennes ont ouvert dans un optimisme prudent. Vers 07h25 GMT, Paris prenait 0,39%, Francfort 0,49% et Milan 0,41%. La Bourse de Londres est pour sa part fermée en raison d'un jour férié, ce qui sera le cas également de Wall Street. L'absence des investisseurs britanniques et américains devrait provoquer une réduction des volumes d'échanges, ce qui peut amplifier les variations. En Asie, c'est surtout Tokyo qui a profité de cet accord et gagné 1,03%. Hong Kong perdait 0,68% dans les derniers échanges et Shanghai a grappillé 0,28%.

Le président américain Joe Biden et le dirigeant républicain Kevin McCarthy sont parvenus à un accord, durant le week-end, afin de relever pendant deux ans le plafond d'endettement public des États-Unis et ainsi d'éviter un défaut de paiement cataclysmique. «L'accord permet d'éviter la pire crise possible: un défaut de paiement pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une récession économique, des comptes épargne retraite dévastés, des millions d'emplois perdus», a soutenu le président démocrate.

Mais l'accord doit recevoir l'aval d'un Congrès divisé et fait déjà l'objet d'une fronde d'élus progressistes et conservateurs, certains parlant d'une «capitulation». «Globalement, l'accord représente plutôt une vic-

BOURSES EUROPÉENNES

Hausse des actions après l'accord provisoire sur le plafond de la dette US

Les Bourses européennes ouvertes ce lundi sont en légère hausse en début de séance, après qu'un accord provisoire a été trouvé au cours du week-end aux États-Unis sur le plafond de la dette.

À Paris, le CAC 40 gagne 0,22% à 7.335,13 points vers 07h40 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,32%.

L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,23% et le Stoxx 600 de 0,08%. La Bourse de Londres est fermée, la journée étant fériée au Royaume-Uni pour le "Spring Bank Holiday". Les investisseurs américains sont eux aussi en week-end prolongé, pour le "Memorial Day".

Après des semaines de négociations, le président américain Joe Biden a annoncé dimanche avoir finalisé un accord budgétaire avec le "speaker" de la Chambre des représentants afin de suspendre jusqu'au 1er janvier 2025 le plafond de la dette publique, indiquant qu'un texte était prêt à être soumis au vote du Congrès.

"Les marchés font comme si l'accord allait être adopté mais s'il n'est pas adopté (...) en particulier avant la 'date X' (le jour où le gouvernement ne pourra plus honorer ses factures et estimé au 5 juin par le

Trésor, NDLR) alors le rallye que nous avons vu en fin de semaine dernière et en ce début de journée donnera un énorme repli", a déclaré Khoon Goh, directeur d'études sur l'Asie chez ANZ.

En parallèle des tractations qui vont de se jouer au Congrès, les investisseurs seront attentifs cette semaine à plusieurs indicateurs de premier plan qui pourraient influencer les décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale et de la Banque centrale européenne. Aux États-Unis, le nombre d'offres d'emploi en avril et le rapport officiel sur l'emploi en mai seront publiés mercredi et vendredi respectivement. En zone euro, la première estimation de l'inflation de mai est attendue jeudi.

Du côté des valeurs, le groupe immobilier suédois SBB (+9,04%) est en tête du Stoxx 600 après avoir annoncé une extension de sa revue stratégique en cours, incluant une vente potentielle de la société, de segments d'activité ou d'actifs.

Erdogan réélu en Turquie

Le chef d'État indéboulonnable Recep Tayyip Erdogan revendique la victoire à l'élection présidentielle en Turquie à l'issue de laquelle il a remporté plus de 52% des suffrages, selon des résultats portant sur plus de 99,85% des bulletins du second tour. L'indice BIST 30 de la Bourse d'Istanbul progressait de 2,28% vers 07h20 GMT.

La livre turque a été pénalisée par la politique du président Erdogan de maintien de taux d'intérêt très bas malgré une inflation très élevée. Vers 07h20 GMT, elle perdait encore du terrain (-0,41%) face au dollar à 20,06 livres turques pour un dollar.

SoftBank Group dopé par la future IPO d'Arm

Le titre du géant japonais des investissements dans les nouvelles technologies SoftBank Group a grimpé de 8,19% à Tokyo dans la perspective de l'introduction à Wall Street d'ici la fin de l'année de sa filiale, le fabricant britannique de microprocesseurs Arm, alors que le secteur des semi-conducteurs est soutenu par l'enthousiasme que fait naître le développement de l'intelligence artificielle.

Borussia Dortmund prend un carton rouge L'action du club de football allemand Borussia Dortmund dégringole de 29% à Francfort après que le club a laissé s'échapper samedi le titre de champion de première division (Bundesliga) qui lui tendait les bras, au profit du Bayern Munich.

Du côté des matières premières et des devises

Les prix du pétrole progressent vers 07H20 GMT. Le baril de Brent de Mer du Nord gagne 0,73% à 77,51 dollars et le baril de WTI américain 0,87% à 73,30 dollars.

L'euro grappille 0,10% par rapport au billet vert à 1,0734 dollar pour un euro. Le bitcoin gagne 1,39% à 27.950 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN			
Cours du : 26 Mai 2023			
Valeur : 30 Mai 2023			
BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	136,6037	136,6187
1	EUR EURO	146,6441	146,6738
1	GBP POUND STERLING	168,6882	168,7276
100	JPY JAPANESE YEN	97,8186	97,8364
1	CNY CHINESE YUAN	19,3704	19,3769
1	CHF SWISS FRANC	151,0936	151,1770
1	CAD CANADIAN DOLLAR	100,2890	100,3295
1	DKK DANISH KRONE	19,6793	19,6843
1	SEK SWEDISH KRONA	12,7005	12,7054
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12,3961	12,4020
1	AED UAE DIRHAM	37,1964	37,2106
1	SAR SAUDI RIYAL	36,4209	36,4326
1	KWD KUWAITI DINAR	444,0953	444,4330
1	TND TUNISIAN DINAR	43,7490	44,1887
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13,3829	13,3844
1	LYD LIBYAN DINAR	28,2455	28,3901
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3,9838	3,9842
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181,7442	181,7442

CHATGPT CONNECTÉ À TOUT INTERNET Alors, c'est mieux ?

Une fois connecté au Web, ChatGPT perd énormément de sa superbe. On se rend rapidement compte que dans ce contexte précis, il n'a pratiquement aucune utilité...

La nouvelle a fait grand bruit : En mai dernier, OpenAI a ouvert ChatGPT au Web. Il en résulte que, si l'on pose des questions relatives à des événements écoulés récemment, on n'est plus censé obtenir cette sempiternelle réponse : « En tant que modèle de langage, ma connaissance s'arrête en septembre 2021 (...) ».

L'opération était déjà possible grâce à certaines extensions telles que WebChatGPT, mais cette fois l'initiative vient de OpenAI et pouvait donc présenter un intérêt particulier.

Uniquement pour les utilisateurs de la version payante Premier frein, seuls les abonnés à ChatGPT Plus - la version payante - ont droit à ce nouvel outil. Et, même pour eux, ChatGPT n'a pas rendu la procédure aisée. L'ouverture vers le Web n'est pas implicite : il faut le réclamer clairement, en premier



lieu en demandant à y accéder dans les Settings. Pour que ChatGPT puisse accéder au Web, il faut en premier lieu, se rendre dans les Settings (paramétrages), puis dans la section Beta Features (fonctions en test) et activer Web Browsing.

Demander et redemander...

Pourtant, même après avoir effectué ce paramétrage de base, l'affaire n'est pas gagnée. L'accès au Web ne fonctionne sur aucune requête que l'on a pu poser précédemment. Il faut donc en poser une nouvelle, mais avant cela s'assurer que l'option choisie est bien GPT-4 et que l'option Browsing est validée nouvellement. Sinon, ChatGPT revient à son mode par défaut. Nous allons vite comprendre pourquoi cette nouvelle fonction n'est pas davantage poussée sur le devant de la scène.

VIVO X90 PRO+

Un monstre de puissance avec capteur photo d'un pouce

Vivo vient de présenter trois nouveaux smartphones haut de gamme, les X90. Alors que de nombreux constructeurs prévoient d'utiliser rapidement le Snapdragon 8 Gen 2, le vivo X90 Pro+ est le premier à embarquer la nouvelle puce de Qualcomm. Il lance ainsi la saison des annonces en Chine, avec la présentation de plusieurs fleurons qui arriveront un peu plus tard dans nos contrées. Accompagnée des X90 et X90 Pro, cette variante X90 Pro+ s'avance avec de très solides arguments. L'une des curiosités de ce X90 Pro+ est la présence du Snapdragon 8 Gen 2. Proche de Qualcomm, Vivo ne met pourtant pas vraiment en avant cette particularité de taille. Cela s'explique probablement par un rapprochement avec MediaTek, qui propose son Dimensity 9200 dans les X90 et X90 Pro. Contrairement à ses deux frères, vivo mentionne simplement la présence d'une puce gravée en 4 nm dans son fleuron. Une particularité qui laisse entendre que ce vivo X90 Pro+ pourrait exister en deux variantes ; avec un MediaTek Dimensity 9200 en Chine et un Qualcomm Snapdragon 8 Gen 2 pour le reste du monde. Quoi qu'il en soit, ces puissants SoC sont couplés à 12 Go de RAM et 256 ou 512 Go de stockage interne (UFS 4.0). Le constructeur ajoute un écran

AMOLED affichant en 2K (1 400 x 3 200 pixels), avec un taux de rafraîchissement de 120 Hz. Cette dalle LTPO 4.0 (Samsung E6) de 6,78 pouces propose une luminosité jusqu'à 1 800 nits. Pour alimenter cette configuration prometteuse, on trouve une batterie de 4 700 mAh compatibles avec la charge rapide filaire 80 W. Vivo promet une recharge complète en 33 minutes, ainsi que la possibilité de profiter de la charge sans fil de 50 W.

Un capteur 1 pouce et des ambitions en photo

Le nouveau fleuron de vivo n'est pas qu'un concentré de puissance. Il cherche à briller en photo et s'équipe pour cela de quatre modules au dos, avec la participation de Zeiss. Le X90 Pro+ propose le fameux capteur Sony IMX989 de 1 pouce, que nous avons pu voir à l'œuvre dans le Xiaomi 12S Ultra. Ce module de 50,3 mégapixels (éq. 23 mm) bénéficie en outre d'une large ouverture (f/1,75), ce qui devrait l'aider en situation de basse luminosité. Pour l'épauler, vivo ajoute un téléobjectif de 50 mégapixels (IMX758, x2, f/1,6, éq. 50 mm), un ultra grand-angle de 48 mégapixels (IMX598) et un second téléobjectif avec zoom périscopique de 64 mégapixels (Omnivision OV64B, f/3,5, éq. 90 mm).

DIABÈTE

L'Apple Watch pourrait un jour mesurer la glycémie sans piqûre

Les montres connectées sont capables de suivre votre activité physique quotidienne, vous renseigner sur votre pouls, votre taux d'oxygène dans le sang ou encore votre pression artérielle. Elles pourraient bientôt afficher la glycémie. Selon un article de Bloomberg relayé par BFMTV, Apple travaillerait sur ce sujet avec un procédé non invasif qui pourrait venir en aide aux personnes diabétiques.

La solution imaginée, intégrée à l'Apple Watch, présente l'avantage de mesurer la quantité de glucose dans le corps d'une personne sans prendre aucune goutte de sang. Les personnes diabétiques n'auraient ainsi plus besoin de se piquer. Un système de laser Pour déterminer le taux de glucose dans le sang, Apple s'empare du procédé de spectroscopie d'absorption optique. Un système de laser permet ainsi d'estimer la concentration de glucose en atteignant une zone sous la peau. Un algorithme se charge ensuite de calculer la glycémie.

Apple devrait bientôt pouvoir commercialiser un moniteur de glycémie. Surtout, la firme américaine pourrait à terme intégrer le procédé aux futures Apple Watch. La montre connectée, qui réalise déjà de nombreuses mesures, pourrait ainsi anticiper l'apparition du diabète chez les utilisateurs, leur permettant d'enrayer ou de retarder la maladie.

LEICA Q3

Le roi des appareils à focale fixe revient plus défini, plus performant... et plus cher

Au-dessus des X100 de Fujifilm règne les boîtiers "Q", de Leica, avec leur capteur plein format. Le nouveau Q3 que lance Leica ce jour reprend les fondamentaux de ses aïeux et ajoute de nombreuses nouveautés technologiques : capteur plein format 60 Mpix, AF à détection de phase, vidéo 8K, nouveau viseur et nouvel écran désormais orientable, etc. Mais le boîtier tutoie désormais les 6000 €...

Leica lance aujourd'hui le Q3 et cela pourrait être à nouveau une fabuleuse nouvelle pour les photographes amoureux des boîtiers experts à focale fixe. Un boîtier qui nous enthousiasme d'avance grâce au souvenir que nous a laissé son prédécesseur, le Q2. Parmi les appareils photo qui ne laissent pas de marbre, le Leica Q2 s'était imposé à nous comme un « joyau » photographique en 2019. Après une création de la gamme (et du format) avec le Q1 en 2015, le Q2 avait sublimé la stratégie numérique de Leica. Mettant dans les mains de ceux qui pouvaient se l'offrir un excellent compromis entre l'approche simple et épurée qu'incarne la marque (focale fixe, design intemporel, etc.) et une électronique en pointe. Un appareil bien plus facile à dompter qu'un complexe télémètre et sa mise au point manuelle. Le Q3 reprend le design et la couverture angulaire – un 28 mm f/1.7 – qui ont fait le succès des deux premiers modèles. Mais sous le capot aux allures si similaires en façade, Leica a fait une belle mise à jour électronique... et un peu de mécanique aussi. Le tout, en conservant les forces originales de son produit.

Passé de 24 Mpix (Q1) à 47,3 Mpix (Q2), Leica est monté de manière un peu plus modérée pour ce nouveau modèle avec un passage à un capteur plein format (dit aussi 24x36 mm) bardé de 60 Mpix. Un saut de définition de quasiment 30% qui a un impact sur les options de recadrage comme nous le verrons. Cette définition de 60 Mpix n'est pas innocente puisqu'elle est semblable à celle du Leica M11. De là à affirmer qu'il s'agit du même capteur, il n'y a qu'un pas que nous ne ferons pas à cause d'un progrès majeur en matière d'autofocus absent du M11 (lire plus bas, « Un coup de boost dans l'autofocus »).

MOTS CROISÉS

Grille 1

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1																				
2																				
3																				
4																				
5																				
6																				
7																				
8																				
9																				
10																				

Horizontalement

1 Espèce de sangsue.- Qui soigne bien sa coqueluche.- Ville de Tunisie dominée par sa kasbah (Le).2 Souffler fort.- A chaque coin de rue.- Pied d'Aristophane.3 Fixerai à l'aide d'un perforateur.- Blaireau implanté en Bretagne.- Pouffé.4 Site d'escalade du Vercors.- Lieu de mise à mort.- Balancement de la tête.5 Passage important des Pyrénées Occidentales.- Le Qatar à Auteuil.- Qui est déterminé dès la naissance.- Ecole formant des techniciens de l'audiovisuel.6 Bébé de Berlusconi et Mélenchon.- Préfecture de Mie au Japon.- Crier comme un coureur indien.- Sauteuse sur planche.7 Femme qui a l'aiguille à portée de main.- Il a les

boules !- Niveau de certification environnementale.8 Grande au Texas.- C'est bizarre voire étrange.- Etudia (s').9 Pays d'Eole.- Prénom féminin d'origine germanique.- Puant et repoussant.10 Chaussures de sport vintage.- On y lâche la grappe.- Arrive en fin de concert.

Verticalement

1 Personnes mises à l'écart.2 Grâce à elle, l'eau de Lourdes est bénite.3 Un 'César' qui n'obtint pas d'Oscar.- Titre pour une oeuvre du même nom.4 Temps d'espérance.- Variété de résine de cannabis.5 Ville où l'on peut voir des amoureux sur les bancs publics.- Chateaubriand en est un bel exemple.6

Tributaire du lac d'Annecy.- Fouettât.7 Est souvent accompagné de pâquerettes.- Virée.8 Font une fixation sur les piles de draps.9 Survient après coup.- Arrive en premier.10 Petit professeur.- La bella de la baie des Anges.11 Vase à fleurs en vogue sous le Directoire.12 Lion de Disney.- Nouvelle lune.- Région du Sénégal se développant aux dépens d'une mangrove.13 Ils ont un bout qu'on ne voit pas toujours.- Débute un décompte.14 Ville du Rio Grande del Norte.- Elle ne reçut qu'une lettre mais d'importance.15 Qui se rapporte à un organe féminin.16 Fleur offerte par Yves Duteil à Eulalie.- Petit oiseau qui eut son nid rue de Belleville.17 Il était si beau qu'il eut Cybèle.- On y affiche un écran d'ordinateur.18 Réduction de kilomètre.- Partie de la base du tronc.19 Fleuve d'Espagne.- Jeanne à l'Est.20 Embobinée.- Petite quantité.

Grille 2

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1																				
2																				
3																				
4																				
5																				
6																				
7																				
8																				
9																				
10																				

Horizontalement

1 Vide-poches.- Jour nouveau.2 Antilopes naines.- Il est aux petits soins pour nous.- Tireur à l'arc.3 Peintre du 'Groupe des treize'.- Affaiblissement du corps.- Tel le pétrole réservé à l'éclairage.4 Bateaux de pêche de la Côte d'Opale.- Conseils des Anciens dans la Grèce antique.5 Administré.- Relatifs à l'iris.- Homme du pays bretonnant.6 Collier de perles.- Impossible à stopper.- Oui, bien sûr.7 Mets la dernière main.- Alphonse pour Capone.- Relatif aux légumes.8 Armée féodale.- Pèlerins pas très catholiques.- Pays où on se lève avec les poules.- Vient parfois du

coeur.9 Qui était donc épuisé.- Qui ne sent pas la rose.- Donc séparé (3 mots).10 Heurte le quai.- Se rétracta.- Minerai de fer le plus abondant.

Verticalement

1 Armoire à provisions.2 Est essentielle pour la lavande.- Lac abritant Monte Isola.3 M'as-tu-vu.4 Coule dans l'Alberta.- Voiture présidentielle.5 Etat du Nigeria.- Douleur.6 Personnage du livre d'A. Nothomb 'Ni d'Eve ni d'Adam'.- Il dispense un enseigne-

ment supérieur.7 Cousine d'ID.- Faire comme lulu.8 Les cols-bleus s'y retrouvent.9 Luths arabes.- Existence humaine selon Heidegger.10 Piquer un fard.- Syndicat d'instituteurs.11 Fera parler son imagination.- Sous sol.12 Ad vitam aeternam.13 Démonstratif.- Acronyme désignant le taylorisme.- Ville du Kirghizistan.14 Alouette à plumer.- Bien mûri.15 Qui peut être mis de niveau.16 Objectif à atteindre.- Organisation africaine.17 Remirent en bon état.18 Niveau supérieur d'un ouvrage de maçonnerie.- Monts Kirghizistan.19 Vaut un grade.- Fleuve qui arrose Valenciennes avant de tourner vers Tournai.20 Femme de la 'Révolution chantante'.

POUR TRANSFORMER L'IDENTITÉ VISUELLE DE SES MODÈLES

La prouesse industrielle de Dacia

Dacia a réalisé une prouesse industrielle en intégrant sa nouvelle identité visuelle sur tous ses modèles en l'espace de 24 heures. Cette transformation a été effectuée simultanément dans ses trois usines situées à Pitesti, Tanger et Casablanca, touchant ainsi 3 100 véhicules chaque jour. Cette réalisation exceptionnelle témoigne de l'agilité de Dacia et de son engagement à maintenir une qualité de production optimale.

Pour y parvenir, la marque a mis en place une préparation intensive et une coordination des différentes équipes pendant plus d'un an. Nous vous invitons à découvrir cette transformation spectaculaire aux côtés de Christophe Dridi, directeur industriel de Dacia. Concevoir un véhicule nécessite un processus de production à la fois complet et complexe. Pourtant, Dacia a réussi à appliquer sa nouvelle identité de marque sur tous ses modèles simultanément. Cet exploit industriel a été accompli en un temps record, simultanément dans trois usines distinctes : Pitesti en Roumanie, Casablanca et Tanger au Maroc.

Ce changement radical de l'image de la marque a permis de mettre en avant ses nouveaux engagements pour l'avenir, tout en restant fidèle à ses valeurs fondamentales. Cette stratégie de nouvelle identité de marque marque le début du programme Renaultisation de Dacia. Des défis de taille ont été relevés, allant de la logistique des pièces, à la formation des employés, jusqu'à la distribution commerciale. Découvrons comment Dacia a réussi à faire en sorte que, un lundi matin, les véhicules quittent les chaînes de montage avec le nouvel emblème Dacia Link sur leur calandre, alors que 24 heures auparavant, les versions précédentes étaient encore en production. Immer-



geons-nous dans les coulisses de cet exploit, où l'impossible devient possible dans les usines Dacia. Ensuite, plongeons dans les détails de cette prouesse : le défi industriel, le défi logistique, le défi de la formation et le défi commercial. Découvrez comment chaque secteur a contribué à la réussite de ce projet ambitieux, et comment cela s'inscrit dans le cadre du plan de développement global de Dacia. En somme, cette transformation représente un nouveau départ pour la marque, en la rendant encore plus attrayante, et témoigne de la capacité de Dacia à repousser constamment les limites."

"Le défi industriel a été relevé par les usines Dacia de Pitesti, Tanger et Casablanca. Chaque jour, plus de 3 100 véhicules sont impactés par ce changement d'identité visuelle. Le matin du 24 octobre 2022 a marqué le point de basculement, lorsque les nouvelles pièces ont commencé à être montées sur chaque véhicule. Ce changement a été rendu possible grâce à un processus logistique minutieusement préparé, qui garantit une transition sans faille en termes de qualité. Le défi logistique a été géré avec une précision exceptionnelle. L'équipe a dû gérer l'in-

troduction de près de 190 nouvelles pièces de 57 fournisseurs différents, malgré une pénurie de composants et de matières premières. Leur dévouement et leur engagement ont été essentiels pour garantir que les pièces étaient conformes aux normes de qualité et livrées à temps.

La formation a été un autre aspect crucial de cette transformation. Près de 20 000 employés dans les trois usines Dacia ont participé à cette transformation majeure, et leur dévouement a permis de maintenir un haut niveau de qualité tout en gérant un plan de production conséquent.

POUR VÉHICULES DIESEL LÉGERS ET UTILITAIRES LÉGERS Eurorepar étoffe sa gamme de FAP

Depuis 2011, le filtre à particules (FAP) est devenu obligatoire sur les voitures diesel afin de respecter les normes d'émission de CO2 de l'Union Européenne. Il est installé sur la ligne d'échappement et permet de limiter l'émission de particules polluantes. Face à l'augmentation de l'âge du parc automobile et à des contrôles techniques plus stricts concernant l'opacité des fumées émises par les véhicules en circulation, Eurorepar développe sa gamme de FAP pour les véhicules diesel légers et utilitaires légers.

Les conditions de conduite actuelles, notamment en milieu urbain, accélèrent l'encrassement des filtres à particules. Ces derniers peuvent alors se fissurer et perdre leur capacité de filtration, nécessitant un remplacement précoce.

Pour répondre aux diverses demandes de réparation, la gamme de FAP Eurorepar comprend les deux technologies de fabrication : silicium et cordiérite. Chacune de ces technologies répond à des contraintes spécifiques telles que l'âge du véhicule, son utilisation principalement en ville ou sur autoroute, etc.

La gamme de filtres à particules d'Eurorepar comprend 51 références, dont 13 sont spécifiquement conçues pour les véhicules des marques du Groupe Stellantis (Citroën, DS Automobiles, Opel, Peugeot, Alfa Romeo, Chrysler, Fiat, etc.) et 38 pour les autres marques présentes sur le marché.

Conforme aux directives de l'Union européenne en vigueur, la gamme de FAP Eurorepar est soumise à de nombreux tests pour respecter les niveaux de performance et de qualité exigés par les ingénieurs et techniciens du Groupe Stellantis. Accessible à tous les garagistes, elle répond également aux exigences de la marque en termes de rapport qualité/prix/performance.

TOYOTA Développer une batterie de stockage avec TEPCO

Toyota annonce avoir développé un système de batterie de stockage stationnaire (sortie de 1 MW, capacité de 3 MWh) avec Tokyo Electric Power Company Holdings (TEPCO), combinant la technologie d'exploitation et les normes de sécurité de TEPCO pour les batteries de stockage stationnaires et le système de Toyota technologie des batteries de stockage des véhicules électrifiés. Ce système sera installé dans le parc éolien Eurus Tashirota par Toyota Tsusho Corporation et Eurus Energy Holdings Corporation, et les quatre sociétés commenceront un projet de vérification collaborative vers l'automne de cette année.

"Le marché des batteries de stockage devrait continuer de croître compte tenu de la diffusion des énergies renouvelables et des véhicules électrifiés, ainsi que de la tendance mondiale à la neutralité carbone", estime Toyota.

EN MOINS DE 10 ANS

L'usine de Sandouville a produit plus d'un million de Renault Trafic

Renault a délocalisé la production de son modèle Trafic III à Sandouville, en France, en 2010. Ce fut un retour aux sources après la production du Trafic I à Creil en France et du Trafic II en Espagne (Barcelone) et au Royaume-Uni (Luton). L'usine de Sandouville, qui a été le centre de production de la majorité des véhicules haut de gamme de Renault pendant 50 ans à partir de 1964, a débuté la fabrication de ce modèle utilitaire en 2014. Le 23 mai 2023, le millionième Renault Trafic a été livré à un client néerlandais. La production du Renault Trafic est concentrée exclusivement à l'usine de Sandouville. Le véhicule, vendu à 2,4 millions d'exemplaires dans plus de 50 pays depuis 1980, est l'un des trois vans légers (segment Medium Van) les plus vendus en Europe. Sa modularité, sa grande capacité de chargement et la diversité

de versions disponibles, en version thermique et 100% électrique, font du Renault Trafic un outil idéal pour les professionnels. HEKSTRA, une entreprise familiale spécialisée dans les toits en chaume et dans la construction d'habitations responsables et originales, est le client du millionième Renault Trafic. Fondée en 1929, l'entreprise, dirigée par Romke HEKSTRA, utilise quotidiennement des Renault Trafic pour se rendre sur ses chantiers à travers les Pays-Bas. Pour continuer à répondre à la forte demande du Renault Trafic, l'usine de Sandouville a annoncé le recrutement de 360 personnes sur la période 2022-2023, avec l'objectif de recruter 30% de femmes en 2023. Ces recrutements s'inscrivent dans le cadre de l'accord "Re-Nouveau France 2025", visant à renforcer la présence du Groupe en France.

La décision de produire le Renault Trafic à Sandouville a nécessité un investissement de 230 millions d'euros pour adapter l'usine à la production d'un véhicule utilitaire et ses 600 combinaisons possibles. Actuellement, près de 600 Renault Trafic sortent chaque jour de l'usine, soit un Trafic toutes les 80 secondes en deux équipes. Près de 75% de la production est exportée hors de France. L'usine de Sandouville, qui compte 1 677 collaborateurs, s'apprête à lancer le Trafic E-Tech 100% électrique. En plus de produire pour Nissan (Primastar) et Renault Trucks (Trafic Red Edition), l'usine est déjà confrontée à de nombreux défis liés à la transition énergétique et la décarbonation, la digitalisation des processus et l'innovation.

Faciliter les exportations russes de céréales et d'engrais vers l'Afrique

L'ONU travaille avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) pour créer une plateforme qui facilitera le traitement des transactions pour les exportations russes de céréales et d'engrais vers l'Afrique, a révélé à Reuters Rebeca Grynsan, secrétaire générale de la CNUCED. Dans le cadre de ce projet, l'ONU s'engage notamment à aider la Russie à surmonter les obstacles à ses exportations de céréales et d'engrais sur une période de trois ans.

«Nous n'avons pas tourné la page. Cette plateforme que nous créons avec Afreximbank, permettra une diligence raisonnable plus agile avec les clients pour se conformer aux sanctions internationales qui frappent la Russie, tout en permettant les transactions de nourriture et d'engrais avec l'Afrique», a déclaré Grynsan.

COMMISSAIRE EUROPÉEN À L'EMPLOI

Plaidoyer en faveur de la semaine de quatre jours

Selon Nicolas Schmit, réduire le temps de travail hebdomadaire est de nature à séduire les jeunes générations.

Les partisans de la semaine de quatre jours peuvent compter sur un nouveau soutien de poids. Le commissaire européen à l'Emploi, le luxembourgeois Nicolas Schmit, juge qu'écourter le temps de travail hebdomadaire d'une journée peut s'avérer utile sur un marché de l'emploi tendu. Dans un entretien à l'agence de presse portugaise Lusa, relayé par nos confrères du Monde, le membre du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois estime que les entreprises qui le mettraient en place gagneraient en attractivité auprès des «nouvelles générations (qui) ont une certaine vision de l'équilibre entre le travail et la vie personnelle».

Un argument de taille au regard des manques de main-d'œuvre qui caractérisent aujourd'hui le marché de l'emploi du Vieux Continent. Ce déficit structurel constitue du reste un «plus gros problème» que le chômage, selon l'ancien ministre du Travail du Grand-Duché. Le commissaire européen rappelle qu'il s'agit là d'un avis personnel et que Bruxelles ne partage pas de «position commune» au sujet de la semaine de quatre jours.

RI

MDN

Le Général d'Armée Chanegriha en visite au niveau de la 2^{ème} Région militaire

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé lundi une visite de travail et d'inspection au niveau de la 2^{ème} Région militaire à Oran, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans le prolongement des visites d'inspection aux différentes Régions militaires et dans le cadre du suivi de l'exécution des programmes de préparation au combat au titre de l'année d'instruction 2022/2023, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, a entamé ce lundi 29 mai

2023, une visite de travail au niveau de la 2^e Région militaire (RM) à Oran", précise la même source. Après la cérémonie d'accueil, donnée par le Général-major Mohamed Taieb Brakni, Commandant de la 2^{ème} Région militaire, le Général d'Armée s'est recueilli à la mémoire du défunt Moudjahid

"Ahmed Boudjenane" dit "Si Abbès", dont le siège de Commandement de la Région porte son nom. Pour la circonstance, il a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint coran à sa mémoire et à celle des valeureux Chouhada, ajoute le communiqué.

TIPASA/INTEMPÉRIES

Les ministres de l'Intérieur et de la Solidarité transmettent les condoléances du Président de la République à la famille de la victime

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad et la ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, se sont rendus lundi dans la commune de Khemisti (Tipasa), pour transmettre les condoléances du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la famille de l'enfant Bouazza Mohamed Abderaouf, décédé à la suite des intempéries ayant touché certaines communes de cette wilaya. M. Merad a réitéré à cette occasion "la mobilisation de l'Etat pour la prise en charge effective des victimes des inondations, exactement comme l'a souligné le président de la République lors de sa présidence, hier dimanche, du Conseil des ministres".

Le Président de la République a "particulièrement réitéré la solidarité de l'Etat avec ses citoyens, notamment lors de circonstances difficiles comme celles traversées par la famille Bouazza, qui a perdu son enfant de neuf ans, à la suite de l'effondrement du mur d'un stade de proximité, mitoyen à son école primaire sise à Khemisti", a-t-il ajouté. Le ministre a, aussi, affirmé "la poursuite des efforts du Gouvernement et des collectivités locales et leur détermination en vue de l'amélioration les conditions de scolarité des élèves, parallèlement à la protection des citoyens et des biens", louant, à l'occasion, le "large élan de solidarité exprimé par les algériens en cette douloureuse circonstance". De son côté, Mme Krikou a exprimé sa "solidarité

avec les personnes touchées par les inondations enregistrées dans la région et d'autres parties du pays", en soulignant également le "soutien de l'Etat, et de toutes ses institutions, à la famille de la victime Mohamed Abderaouf, pour surmonter cette épreuve". A noter que les intempéries ayant touché un nombre de communes de la partie-Est de Tipasa, ont causé la mort d'un enfant de 9 ans dans la commune de Khemisti, suite à l'effondrement du mur d'un stade de proximité, en plus de la fermeture et de l'inondation de plusieurs axes routiers et de l'effondrement partiel de bâtisses. Les services compétents de la wilaya s'attèlent à l'évaluation de la situation et au recensement des dégâts.

R.N.

CRISE ALIMENTAIRE

L'ONU sonne l'alerte en Haïti, au Sahel et au Soudan

L'organisation internationale pointe les risques liés aux guerres et au réchauffement climatique. La liste des pays en alerte maximale ne cesse de s'allonger.

Le fléau de la faim dans le monde persiste. Haïti, le Sahel et le Soudan font désormais partie des zones en alerte maximale, où le risque d'insécurité alimentaire pour ses populations est le plus préoccupant, et qui nécessitent une attention "urgente" de la communauté internationale, a mis en garde l'ONU lundi.

"Haïti, le Sahel (Burkina Faso et Mali) et le Soudan ont été élevés aux plus hauts niveaux de préoccupation" en terme d'alimentation des populations, indiquent l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un rapport commun. "Cela est dû aux graves restrictions de mouvement des personnes et des biens en Haïti, ainsi qu'au Burkina Faso et au Mali, ainsi qu'à l'éruption récente du conflit au Soudan", expliquent-ils. L'organisation internationale a dévoilé une carte frappante des pays en tension.

La guerre au Soudan, qui a éclaté en avril entre le chef de l'armée et son rival, devrait probablement "avoir des ramifications significatives pour ses pays voisins", met en garde le rapport. Ces quatre pays rejoignent ainsi la liste de ceux (Afghanistan, Nigeria, Somalie, Soudan du Sud et Yémen) qui étaient déjà placés en alerte maximale et requièrent "l'attention la plus urgente". Une partie de leur population est exposée à la famine ou risque de la subir,



correspondant à la phase "catastrophe" (phase 5), la plus élevée de la classification sur la sécurité alimentaire (CIP), ou les habitants de ces pays risquent une détérioration vers des conditions catastrophiques car ils sont déjà en situation d'urgence (phase 4).

Agence

MUNICIPALES ET RÉGIONALES EN ESPAGNE

Lourd revers pour le parti de Sanchez

Le Parti socialiste du Premier ministre, Pedro Sanchez, a subi un revers électoral dimanche lors des élections municipales et régionales en Espagne qui l'ont conduit à annoncer la convocation d'élections législatives anticipées le 23 juillet, rapportent des médias locaux.

Au terme du vote de dimanche, le Parti populaire de centre droite d'Alberto Nunez Feijoo, a conquis au moins six des dix régions jusqu'alors dirigées par le Parti socialiste, selon la Télévision publique TVE et le quotidien El País.

Ce double scrutin était un véritable test pour le Parti socialiste de Sanchez. La droite a décroché le plus grand nombre de voix aux municipales, soit plus de sept millions (31,5%) lors de ce rendez-vous électoral, contre moins de 6,3 millions (28,1%) pour le Parti socialiste. En outre, le Parti d'extrême droite VOX est lui aussi sorti gagnant avec plus de 1,5



million de voix aux municipales (7,19%), doublant ainsi son score en quatre ans. Lors d'une allocution télévisée, Sanchez a annoncé lundi la convocation d'élections législatives anticipées le 23 juillet en Espagne. Il a dit avoir communiqué au roi Felipe VI, sa « décision de dissoudre le Parlement et de procéder à la convocation d'élections générales », le dimanche 23 juillet.

Les élections concernaient la totalité des 8.131 municipalités, soit 35,5 millions d'électeurs, ainsi que les assemblées – et aussi les exécutifs – de 12 des 17 régions autonomes. 18,3 millions d'électeurs étaient concernés par ce deuxième vote qui constituait une sorte de répétition générale, six mois avant les législatives initialement prévues à la fin de l'année.

R.I.